



**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
DE SAINTES**

**PROCÈS-VERBAL
DE LA RÉUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
DU 1^{er} FÉVRIER 2023**

Le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes s'est réuni à la salle du Conseil Communautaire de Saintes le 1^{er} février 2023, sous la présidence de Monsieur Bruno DRAPRON.

Étaient présents :

Monsieur Bruno DRAPRON,
Monsieur Eric PANNAUD,
Monsieur Francis GRELLIER,
Monsieur Frédéric ROUAN,
Monsieur Alexandre GRENOT (sauf pour les
délibérations n°2023-6 à 2023-9),
Monsieur Fabrice BARUSSEAU,
Madame Véronique CAMBON
Monsieur Pierre-Henri JALLAIS,
Monsieur Jérôme GARDELLE,
Monsieur Jean-Luc MARCHAIS,
Monsieur Philippe CALLAUD,
Monsieur Pascal GILLARD,
Monsieur Philippe DELHOUME,
Madame Caroline AUDOUIN,
Monsieur Alain MARGAT,
Madame Evelyne PARISI,

Monsieur Gérard PERRIN,
Monsieur Jean-Michel ROUGER,
Madame Aurore DESCHAMPS,
Monsieur Eric BIGOT,
Monsieur Bernard CHAIGNEAU,
Monsieur Joseph de MINIAC,
Monsieur Stéphane TAILLASSON,
Madame Agnès POTTIER,
Monsieur Pierre TUAL,
Monsieur David MUSSEAU,

Monsieur Jean-Marc AUDOUIN,
Madame Françoise LIBOUREL,

Monsieur Jean-Luc FOURRE,
Madame Annie GRELET,
Madame Anne-Sophie SERRA-DAVISSEAU,
Madame Marie-France DREY,
Monsieur Cyrille BLATTES,
Monsieur Jean-Claude CHAUVET,
Monsieur Philippe ROUET,
Madame Martine MIRANDE,
Madame Chantal COUSSOT,
Madame Christelle BASSO-FIN,
Madame Amanda LESPINASSE,
Monsieur François EHLINGER,
Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE,
Monsieur Pierre MAUDOUX (sauf pour la
délibération n°2023-18),
Monsieur Pierre DIETZ,
Monsieur Jean-Pierre ROUDIER,
Madame Céline VIOLLET (sauf pour les
délibérations n°2023-1 et 2023-2),
Monsieur Rémy CATROU,
Madame Joëlle DUJARDIN,
Madame Eliane TRAIN.

Madame Véronique ABELIN-DRAPRON donne pouvoir à Monsieur Francis GRELLIER,
Monsieur Thierry BARON donne pouvoir à Monsieur Frédéric ROUAN,
Monsieur Ammar BERDAI donne pouvoir à Madame Amanda LESPINASSE,
Mme Marie-Line CHEMINADE donne pouvoir à Monsieur Bruno DRAPRON,
Monsieur Philippe CREACHCADEC donne pouvoir à Madame Caroline AUDOUIN,
Monsieur Laurent DAVIET donne pouvoir à Madame Evelyne PARISI,
Mme Dominique DEREN donne pouvoir à Madame Céline VIOLLET (sauf pour les délibérations n°2023-1 et 2023-2),
Monsieur Jean-Philippe MACHON donne pouvoir à Monsieur Jean-Pierre ROUDIER,
Monsieur Joël TERRIEN donne pouvoir à Madame Véronique CAMBON,
Madame Charlotte TOUSSAINT donne pouvoir à Monsieur Alain MARGAT,
Monsieur Michel ROUX donne pouvoir à Monsieur Rémy CATROU.

Mesdames et Messieurs Gaby TOUZINAUD, Alexandre GRENOT (pour les délibérations n°2023-6 à 2023-9), Agnès POTTIER, Pierre HERVE, Florence BETIZEAU, Charles DELCROIX, Dominique DEREN (pour les délibérations n°2023-1 et 2023-2), Pierre MAUDOUX (pour la délibération n°2023-18), Véronique TORCHUT et Céline VIOLLET (pour les délibérations n°2023-1 et 2023-2), sont excusés.

Monsieur Stéphane TAILLASSON est désigné secrétaire de séance.

Monsieur le Président souhaite la bienvenue aux membres pour ce premier Conseil Communautaire de l'année. Il remercie celles et ceux qui étaient présents lors de la cérémonie des vœux, qui a été l'occasion de profiter d'un superbe buffet préparé par le service de restauration.

La trentaine de délibérations à l'ordre du jour permettra de traiter de la contractualisation, de l'économie, du tourisme, de l'urbanisme, du logement, de l'éducation enfance jeunesse ou encore des finances. Une réunion publique a lieu dans le même temps à Saintes, ce qui entraîne l'absence d'un certain nombre d'élus.

Le quorum étant atteint, Monsieur le Président ouvre la séance de Conseil communautaire à 18h08, il procède à l'appel des élus présents et énonce les pouvoirs.

Approbation des Procès-verbaux des Conseils Communautaires des 15 novembre et 8 décembre 2022

Monsieur le Président s'enquiert d'éventuelles remarques concernant ces Procès-verbaux.

Les Procès-verbaux des Conseils Communautaires des 15 novembre et 8 décembre 2022 sont approuvés à l'unanimité des membres présents.

UNE AGGLOMÉRATION ATTRACTIVE ET INNOVANTE

CONTRACTUALISATION

2023-1. Contrat de Développement et de transitions de Saintonge Romane (CDT) 2023 - 2025

Monsieur le Président rappelle que ce contrat est mis en place par la Région pour la période 2023-2025, et serait normalement reconductible en 2026. Il a pour objectifs de renforcer les atouts des territoires et de soutenir leur attractivité ainsi que la résilience de leur modèle de développement. Le souhait est d'obtenir des subventions pour les projets en accord avec les axes établis par la Région. Un certain nombre de projets sont portés dans le cadre de ce contrat, comme la requalification du site Saint-Louis, l'aménagement du site de La Palu, de la Flow vélo et du chemin de Saint-Jacques de Compostelle à vélo, ou encore une nouvelle piscine.

Monsieur Rémy CATROU demande des explications concernant les équipements sportifs « hybrides ».

Monsieur le Président explique qu'un bâtiment hybride laisse le champ libre à toutes les possibilités, il peut s'agir d'un bâtiment mixte alliant culture, sport ou encore administration. L'idée est de permettre à un certain nombre de projets de pouvoir émerger.

Monsieur Rémy CATROU imaginait un lien avec la transition écologique.

Monsieur le Président précise que la question de la transition écologique est regardée au niveau de chaque dossier. Elle fait partie des critères pour l'évaluation des subventions. Le fonds Vert est à disposition, et devra être mobilisé. Il s'agit d'une enveloppe départementale.

Monsieur Pierre MAUDOUX avait constaté à la lecture du diagnostic un repli de l'emploi total par rapport aux autres territoires. Il pense que le maximum est fait pour changer cette situation. Il remarque par ailleurs que les actions chiffrées sont peu nombreuses dans le tableau, tandis que beaucoup d'opérations sont citées en amorçage. Il demande pour quelles raisons des chiffres ne sont pas mis en face de ces amorçages.

Monsieur le Président souligne que le contrat porte sur l'ensemble du pays de Saintonge Romane, ce qui explique que les chiffres de l'emploi demeurent mesurés. La Région a demandé qu'un maximum de projets soient inscrits dans ces contrats, une vision régionale étant nécessaire quant aux futurs engagements des collectivités territoriales. Les chiffrages sont contrariés par des augmentations de prix de matériaux. Par ailleurs, les aides relatives au développement durable et aux performances énergétiques ne sont pas réellement mesurées. Ce constat est général, une incertitude porte sur les montants.

Monsieur Rémy CATROU souhaite savoir si un montant particulier de participation de la Région est espéré.

Monsieur le Président répond qu'il s'agit de 30% maximum. La subvention est votée au niveau du Conseil Régional. Les critères de développement durable sont prépondérants.

Monsieur Jean-Pierre ROUDIER observe qu'il s'agit de la première formulation claire d'une stratégie pour le pays depuis 2020. Il souhaite savoir comment seront priorisés les différents projets du territoire. Le Ferrocampus occupe une place primordiale, et constitue le projet phare de la CDA pour les années à venir. Il demande quels critères vont permettre de prioriser les choix.

Monsieur le Président précise que le Ferrocampus constitue un projet régional, la CDA en est simplement partenaire. La CDA a fait le choix d'être optimiste et volontariste sur les projets qu'elle a mis en place, qui sont tous réalisables. Elle maintient sa prévision d'engagement, et considère qu'elle est capable de la tenir.

Monsieur Jean-Pierre ROUDIER estime que si tous les projets sont retenus, un ordre sera malgré tout nécessaire.

Monsieur le Président répond que les projets avancent tous ensemble, chacun à leur rythme. En l'absence d'autres questions, il soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que la Région Nouvelle Aquitaine propose, à l'échelle de la Saintonge Romane, la mise en place d'un Contrat de Développement et de Transitions (CDT) pour la période 2023-2025 (reconductible en 2026) avec pour objectif de renforcer les atouts des territoires et soutenir leur attractivité, la résilience de leur modèle de développement.

Le CDT fait suite au Contrat de Dynamisation et de Cohésion (CDC) du territoire de la Saintonge Romane 2018-2021. Celui-ci a permis de mobiliser pour la Saintonge Romane plus de 4 millions d'€ de subventions régionales pour 22 projets et de soutenir en ingénierie, 3 postes en lien avec la stratégie du territoire (NOTT-tourisme, Filières économiques, Animateur du CDC).

53 territoires de Nouvelle Aquitaine peuvent souscrire à ce dispositif contractuel dont les modalités ont été définies et renouvelées par délibération du conseil régional en date du 21 mars 2022. Deux phases d'élaboration de ce contrat ont été proposées :

- la réalisation d'un bilan du contrat en cours et le partage des enjeux développement du territoire (mai 2022) ;*
- la priorisation des projets et de construction du programme d'actions du contrat (2023).*

Les contrats sont construits autour d'une stratégie territoriale partagée entre le territoire de Saintonge Romane et la Région Nouvelle Aquitaine, formalisée dans une note d'enjeux annexée au contrat. Celle-ci constitue la feuille de route de travail commun pour toute la durée du contrat. Le contrat est accompagné d'un « plan d'actions pluriannuel » présentant les projets identifiés et pouvant bénéficier d'un accompagnement régional, échelonnés sur les trois années du contrat.

Ces projets peuvent être des projets matures qui donnent lieu à un engagement régional prévisionnel (sans préjuger à ce stade de l'instruction définitive) ou des projets en amorçage, c'est-à-dire encore en cours d'élaboration à ce stade. Le plan d'actions présente par ailleurs les intentions de travailler conjointement sur des objectifs communs, le cas échéant par des aides régionales à l'ingénierie dédiée à la mise en œuvre du contrat.

Le « plan d'actions pluriannuel » est un document qui pourra évoluer au cours des années avec l'inscription de nouveaux projets, la reformulation de certains, la transformation de projets en amorçage en projets matures.

Dans le cadre de la nouvelle politique contractuelle territoriale de la Région Nouvelle Aquitaine, la vulnérabilité socio-économique est observée par les revenus disponibles par unité de consommation. Cet indicateur permet de classer les EPCI du territoire ainsi :

- La Communauté d'Agglomération de Saintes en situation de « peu ou pas de vulnérabilité ».*
- La Communauté de communes de Cœur de Saintonge et la Communauté de communes de Gémovac et de la Saintonge Viticole en situation de « Vulnérabilité intermédiaire ».*

Le territoire du Pays de Saintonge Romane est donc intégré à la typologie de territoire à enjeux de « vulnérabilité intermédiaire ».

Dans ce contexte, le syndicat Mixte du Pays de la Saintonge Romane, les EPCI de l'agglomération de Saintes, de Cœur de Saintonge et de Gémézac et de la Saintonge Viticole ont, au regard des enjeux repérés pour le territoire, défini avec la Région Nouvelle Aquitaine la stratégie territoriale suivante :

AXE 1 - AGIR POUR ETRE RECONNU COMME UN TERRITOIRE ATTRACTIF ET INNOVANT

- 1.1 : développer le pôle d'excellence européen dédié au ferroviaire - le Ferrocampus ancré à Saintes
- 1.2 : valoriser et soutenir les secteurs clés de l'économie, les savoir-faire, favoriser le faire ensemble, développer les coopérations pour plus d'initiatives et d'innovations
- 1.3 : affirmer la Saintonge Romane comme destination touristique
- 1.4 : relever le défi d'une agriculture durable et de proximité

AXE 2 - FAIRE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE UNE REALITE EN SAINTONGE ROMANE

- 2.1 : Être plus sobre énergétiquement et développer les énergies renouvelables sur le territoire
- 2.2 : Réduire l'élimination des déchets en favorisant leur valorisation, le réemploi, le recyclage

AXE 3 - RENFORCER LE MAILLAGE DU TERRITOIRE EN SERVICES DE PREMIERES NECESSITES ET CONSTRUIRE UNE OFFRE ATTRACTIVE DES EQUIPEMENTS SPORTIFS, CULTURELS, DE LOISIRS.

- 3.1 : maintenir et développer les services de premières nécessités dans les centralités
- 3.2 : améliorer l'accès aux soins et à la santé
- 3.3 : construire et/ou réhabiliter les équipements sportifs, culturels du territoire pour répondre aux besoins des habitants, aux nouvelles pratiques

Cette stratégie pour le territoire est déclinée en un plan d'actions annexé au CDT qui présente les opérations des collectivités qui pourraient être soutenues par la Région Nouvelle Aquitaine dans le cadre de ses compétences et en application de ses politiques sectorielles.

L'article 4 du contrat définit les modalités de gouvernance du Contrat de Développement et de Transitions. Il est proposé d'organiser chaque année un comité de pilotage co-animé par la Région et le territoire. Ce comité suivra la mise en œuvre du plan d'actions et procédera à son actualisation.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine en date du 21 mars 2022 et relative à la politique contractuelle territoriale de la Nouvelle-Aquitaine 2023-2025,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023,

Considérant que les crédits nécessaires seront inscrits au budget de l'agglomération,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** le projet de Contrat de Développement et de Transitions de Saintonge Romane 2023-2025 ci-annexé.
- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des Finances, à signer tous documents afférents à la présente délibération ainsi que les modifications ou avenants de ce document.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 56 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

ÉCONOMIE

2023-2. SCI ALMA pour SARL ACTION VELO - Attribution d'une aide à l'immobilier d'entreprises

Monsieur le Président précise que l'entreprise ACTION VÉLO vend et répare des vélos, notamment des VAE (Vélos à Assistance Electrique). Elle déménage de ses locaux et s'agrandit, passant de 180 à 440 mètres carrés. Elle lance une offre de location de vélos en sus, et prévoit de doubler son nombre de salariés dans les trois prochaines années. Le vélo a connu un regain d'attrait depuis la fin du Covid, et de nombreux cyclotouristes fréquentent l'Agglomération. La proposition de subvention s'élève à 49 481 euros, soit 15% de la dépense d'investissement éligible.

Monsieur Rémy CATROU s'interroge sur l'écriture. Il est important de ne pas faire figurer de point dans le montant de la subvention. Sur le fond, il considère que les sommes distribuées aux entreprises qui en font les demandes les placent au premier rang des assistés. Il s'agit de sommes importantes, qui interrogent la population. Les aides sociales sont sans comparaison.

Monsieur le Président invite à comparer ce qui est comparable. La compétence économique est la principale compétence d'une agglomération. Les aides à l'immobilier d'entreprises représentent plus d'un million d'euros chaque année. Cependant, les sources de revenus de l'Agglomération sont toutes liées à l'entreprise. Pour que les entreprises soient dynamiques, il convient de les aider. Les investissements créent de l'emploi supplémentaire, par le biais de constructions nouvelles et d'agrandissements. Cette forme d'écosystème économique est nécessaire. L'ambition est de créer le maximum d'emplois, et de conserver ceux qui existent. La dynamique de création d'emplois est positive, notamment au niveau de la zone des Coteaux. Les entreprises doivent néanmoins être aidées afin de pouvoir être performantes, et de rester sur le territoire. Elles subissent également des difficultés liées à l'énergie. Le rôle d'une agglomération est d'agir sur ce champ. En l'absence d'autres questions, il soumet la délibération au vote.

* * * * *

Le règlement d'aide à l'immobilier de la Communauté d'Agglomération de Saintes permet d'intervenir en faveur des projets d'entreprises au titre d'une compétence propre au bloc communal et dans le respect de la réglementation sur les aides économiques.

Les critères fixés pour la sélection des projets portent sur la réutilisation de friches industrielles ou commerciales, l'attractivité du territoire, la création d'emplois et l'effort en matière d'environnement.

C'est dans ce cadre que M. Laurent AUBERT a sollicité la Communauté d'Agglomération de Saintes pour le projet de délocalisation de son entreprise SARL ACTION VELO de la zone de l'Ormeau de Pied à celle des Coteaux (secteur la Mission).

A cet effet la SCI ALMA, dont il est gérant majoritaire, a acquis un terrain rue de la Mission à Saint Georges des Coteaux, derrière le magasin Meubles GAUTIER, sur une parcelle visible depuis la route de Saint Georges des Coteaux.

La SARL ACTION VELO projette en effet d'agrandir la surface d'exploitation de son local (atelier et magasin) car les capacités actuelles de travail de l'entreprise sont devenues de plus en plus limitées avec la fréquentation croissante de la clientèle. Elle y fait édifier par la SCI ALMA un bâtiment de 440m² qui lui permettra d'agrandir son actuelle surface de vente et d'atelier trop étroite avec seulement 180m² sur la zone industrielle de l'Ormeau de Pied.

Ce développement d'ACTION VELO se justifie dans un contexte de forte expansion de la demande de vélos en France, qui n'a pas été contrariée, au contraire, pendant la crise du COVID 19 en 2020 et 2021. De plus en plus de gens abandonnent leur voiture ou s'adonnent au plaisir des balades en vélo, tout en découvrant les avantages des vélos à assistance électrique.

M. AUBERT prévoit en outre de lancer une nouvelle activité de location de vélos qui offrira une réponse adaptée à une demande en augmentation dans le secteur touristique rétro-littoral saintais, en lien avec la Flow-vélo.

Le projet de déplacement et d'extension des activités d'ACTION VELO s'accompagnera d'un développement important du chiffre d'affaires de l'entreprise, lequel n'a cessé de progresser vivement depuis des années. En conséquence, M AUBERT recrutera au moins deux personnes dans les trois ans après son installation, portant son effectif de 2 à 4 voire 5 salariés.

Les investissements relatifs au projet s'élèvent à plus de 578.000€ dont 164.000 € de frais d'acquisition du terrain et les dépenses éligibles au règlement d'aide à l'immobilier s'établissent à 329.524 € (l'achat du terrain n'est pas pris en compte car antérieur à la demande d'aide).

Le montant de l'aide à l'immobilier d'entreprises de la Communauté d'Agglomération de Saintes est proposé à hauteur de 15% des dépenses éligibles, soit 49.481 € de subvention.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment ses articles 107 et 108,

Vu le règlement n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis publié au Journal officiel de l'Union européenne n° L. 352/1 du 24 décembre 2013,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 1511-3, L. 4251-17, L. 5216-5 et R. 1511-4 et suivants,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023, et notamment l'article 6, I, 1°), relatif au développement économique,

Vu la délibération n°2021-183 du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2021 relative à la modification de l'intérêt communautaire en matière de soutien aux activités commerciales,

Vu la délibération n°2021-184 du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2021 relative à l'approbation d'un règlement d'intervention pour l'aide à l'immobilier d'entreprises,

Vu la délibération n°2022-244 du Conseil Communautaire en date du 08 décembre 2022 relative à la modification du règlement du dispositif d'aide à l'immobilier d'entreprises,

Considérant la demande présentée le 30 novembre 2022 par M. Laurent AUBERT au nom de la SCI ALMA pour le projet de la SARL dont il est gérant ACTION VELO,

Considérant l'importance de l'investissement de la SCI ALMA pour le compte de la SARL ACTION VELO,

Considérant l'impact en termes d'emploi du projet, avec un doublement voire plus de l'effectif de l'entreprise et la nouvelle activité projetée de location de vélos, offrant un service attractif attendu localement,

Considérant les crédits nécessaires inscrits au budget 2023, compte 20421,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'attribuer une subvention au titre de l'aide à l'immobilier d'entreprise de 49.481 € maximum à la SCI ALMA pour le projet de la SARL ACTION VELO, représentant 15% d'un montant de dépenses éligibles de 329.876 € HT.

- d'approuver les termes de la convention ci-joint à signer à cet effet.

- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention et tous documents relatifs à l'attribution de la subvention.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 56 Voix pour*
- 0 Voix contre*
- 0 Abstention*
- 0 Ne prend pas part au vote*

TOURISME

2023-3. Désignation des membres au sein du Comité de Direction de l'EPIC Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge - Remplacement de trois membres sortants

Monsieur Alexandre GRENOT représentait le matin même l'Agglomération au Copil de la Flow vélo à Angoulême. Un total de 25 000 vélotouristes sont passés sur le territoire cette année. La Flow vélo s'étend sur 350 kilomètres, et le souhait est qu'elle atteigne 400 kilomètres à partir de 2024 et aille jusqu'à Sarlat. De nombreuses activités touristiques se déploient autour de la Flow vélo.

En ce qui concerne la délibération, il est nécessaire de remplacer trois membres sortants qui ont démissionné pour des raisons diverses. Une personne partait à la retraite, une seconde était mutée dans un autre territoire, et la troisième avait besoin de plus de temps pour son activité professionnelle. Le Codir se compose de treize conseillers communautaires, et de onze représentants socio-professionnels. Madame Claudine MATHE-BRILLOUET, Madame Marie FAFIN et Monsieur Bertrand GAZEAU sont proposés.

En l'absence de question, Monsieur le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que suite à la délibération n°2019-64 du Conseil Communautaire en date du 23 mai 2019, portant modification du statut juridique et des modalités d'organisation et notamment la création de l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge », le Conseil communautaire désigne les membres du Comité de direction de l'EPIC. Ce dernier se compose d'un collège de 13 conseillers communautaires et d'un collège de 11 membres représentants les acteurs socio-professionnels du territoire.

Les statuts de l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge » et notamment l'article 2 «Organisation & désignation des membres» prévoient la désignation des membres du Comité de Direction de l'EPIC par le Conseil communautaire de la CDA de Saintes. Ces représentants ont été désignés par le Conseil Communautaire le 30 juillet 2020.

Trois membres du collège des acteurs socio-professionnels de l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge » ont présenté leur démission :

- M. Olivier Havet - Représentant des hébergeurs et restaurateurs
- M. Jérémy Laborde - Représentant des hébergeurs et restaurateurs
- M. Christophe Rossignol - Représentant des activités commerciales et oeno/agri Tourisme

Les statuts de l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge » et notamment l'article 4 prévoient le renouvellement des membres sortants.

Le Comité de Direction de l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge » par délibération n°2023-1 en date du 23 Janvier 2023 propose au Conseil Communautaire 3 nouvelles candidatures pour permettre le renouvellement de ces membres sortants au sein du collège des acteurs socio-professionnels ", il s'agit de :

- Mme Claudine Mathé-Brillouet (Gîte Laccalmie) - Représentante des hébergeurs et restaurateurs
- Mme Marie Fafin (Hôtel Onice) - Représentante des hébergeurs et restaurateurs
- M. Bertrand Gazeau (Les Vergers du Maine Allain) - Représentant des activités commerciales et oeno/agri Tourisme

Les autres membres restent inchangés.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 5216-5 I- 1° et L.2121-21,

Vu le Code du Tourisme, et notamment les articles L. 133-1 à L. 133-4, R. 133-3,

Vu la délibération n°2019-64 du Conseil Communautaire en date du 23 mai 2019 portant modification du statut juridique et des modalités d'organisation et notamment la création de l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge »,

Vu la délibération n°2020-143 du Conseil Communautaire en date du 30 juillet 2020 portant désignation des représentants de la CDA de Saintes au sein de l'EPIC "Office du Tourisme de Saintes et de la Saintonge",

Vu la délibération n°2021-85 du Conseil Communautaire en date du 8 juin 2021 portant sur la désignation d'un représentant de la CDA de Saintes (M. Patrick Payet) au sein du Collège des conseillers communautaires de de l'EPIC "Office du Tourisme de Saintes et de la Saintonge",

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023 et notamment l'article 6,

Vu les statuts de l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge » et notamment les articles 2 et 4 relatifs à l'organisation et à la désignation des membres et à leur renouvellement,

Considérant les démissions de trois membres du collège des acteurs socio-professionnels de l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge »,

Considérant la nécessité de conserver à 24 le nombre de membres actifs de l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge », soit un collège de 13 Conseillers communautaires représentant la CDA de Saintes et un collège de 11 membres représentant les acteurs socio-professionnels du territoire désignés par délibération du Conseil communautaire de la CDA de Saintes, sur proposition du Président de la structure,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **de valider** le renouvellement des trois membres sortants désignés ci-dessus.
- **de désigner** Mme Claudine Mathé-Brillouet (Gîte Laccalmie) comme représentante des hébergeurs et restaurateurs au sein du collège des acteurs socio-professionnels du Comité de Direction de l'Office du Tourisme de Saintes et de la Saintonge, les autres représentants demeurant désignés par la délibération du conseil communautaire n°2020-143 du 30 juillet 2020 susvisée.
- **de désigner** Mme Marie Fafin (Hôtel Onice) comme représentante des hébergeurs et restaurateurs au sein du collège des acteurs socio-professionnels du Comité de Direction de l'Office du Tourisme de Saintes et de la Saintonge, les autres représentants demeurant désignés par la délibération du conseil communautaire n°2020-143 du 30 juillet 2020 susvisée.
- **de désigner** M. Bertrand Gazeau (Les Vergers du Maine Allain) comme représentant des activités commerciales et oeno/agri Tourisme au sein du collège des acteurs socio-professionnels du Comité de Direction de l'Office du Tourisme de Saintes et de la Saintonge, les autres représentants demeurant désignés par les délibérations du conseil communautaire n°2020-143 du 30 juillet 2020 et n°2021-85 du 8 juin 2021 susvisées.
- **de charger** Monsieur le Président de la notification de la présente délibération à l'Office du Tourisme de Saintes et de la Saintonge.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité du scrutin secret l'ensemble de ces propositions par :

- 47 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 11 élus ne prennent pas part au vote

2023-4. Autorisation de signer la convention d'objectifs et de moyens 2023 entre la CDA de Saintes et l'EPIC Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge

Monsieur Alexandre GRENOT rappelle que la convention est arrivée à son terme au 31 décembre 2022. Le schéma de développement de l'économie touristique sur le territoire est en cours de création, de même que la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens pour les trois ans à venir. L'écriture sera terminée avant la fin de l'année, mais l'accord des membres est nécessaire afin de prolonger l'ancienne convention. Cette convention 2023 reprend les axes stratégiques, le plan d'action ainsi que la subvention allouée par la CDA de Saintes à l'EPIC pour mener à bien ses missions. Les quatre axes majeurs définis en 2020 seront maintenus. La proposition de subvention en 2023 serait de 390 000 euros, soit 100 000 euros de moins qu'en 2022. L'intérêt de l'EPIC n'est pas de conserver une réserve trop importante, il est préférable de la réduire au fur et à mesure et de mener des actions sur le territoire.

Monsieur Rémy CATROU a essayé de lire l'ensemble des documents. Parmi les objectifs 2023, il trouve qu'il manque une référence à l'écotourisme. Cet élément lui paraît pourtant indispensable en ce moment.

Monsieur Alexandre GRENOT indique que ce point est travaillé. Des réunions ont eu lieu récemment sur le tourisme durable. L'Agglomération s'inscrit pleinement dans cette démarche collective, notamment au niveau des animations.

Monsieur le Président rappelle les personnes qui ne prennent pas part au vote pour les délibérations en lien avec l'EPIC Office du Tourisme et en l'absence de question, soumet la délibération au vote.

Par délibération n°2020-19 du Bureau Communautaire en date du 13 mars 2020, la CDA de Saintes a signé une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens 2020-2022 avec l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge ». Cette convention, arrivée à son terme au 31 décembre 2022 définissait les missions et objectifs fixés ainsi que les subventions allouées par la CDA de Saintes.

Compte-tenu de l'écriture du Schéma de Développement de l'économie touristique en 2023 par la CDA de Saintes, il est proposé de poursuivre cette convention pour l'année 2023 dans l'attente de la rédaction d'une convention pluriannuelle 2024-2026.

Les 4 axes majeurs définis dans la convention 2020-2022 seront maintenus à savoir :

- Développer la notoriété et l'attractivité du territoire de la CDA de Saintes
- Qualifier, renforcer et enrichir l'offre touristique
- Faire du tourisme un levier de développement économique
- Optimiser et structurer l'organisation touristique

Un plan d'actions 2023 proposé par l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge » a été validé par le Comité de Direction.

La convention proposée reprend les axes stratégiques, le plan d'actions 2023 ainsi que la subvention allouée en 2023 par la CDA de Saintes à l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge » pour mener à bien ses missions.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code du tourisme et notamment l'article L. 133-7 prévoyant que le budget de l'office comprend en recettes le produit notamment : 1°) des subventions, (...), 4°) de la taxe de séjour (...),

Vu la délibération n°2019-64 du Conseil Communautaire en date du 23 mai 2019, modifiant le statut juridique et les modalités d'organisation de l'Office de Tourisme et portant création d'un Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial (EPIC),

Vu les statuts de l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge », et notamment l'article 1-2 relatif à son objet,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023 et notamment l'article 6,

Vu la délibération n°2022-209 du Conseil Communautaire de la CDA de Saintes du 8 décembre 2022 approuvant le budget primitif 2023 - Budget principal et son rapport de présentation,

Vu la délibération n°2023-2 de l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge » du 23 janvier 2023 approuvant le budget primitif 2023,

Considérant les missions énumérées ci-dessous que l'EPIC Office de Tourisme assure notamment :

- L'accueil, l'information du public et l'animation touristique
- La promotion touristique de l'ensemble du territoire
- La participation à la coordination des interventions des divers partenaires du développement touristique local.

Considérant que l'EPIC a défini une stratégie de développement touristique 2020-2022 poursuivie en 2023 pour répondre aux enjeux du territoire et mener des actions en concordance avec la politique et les projets de la CDA de Saintes,

Considérant que l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge » a défini un plan d'actions pour l'année 2023 qui s'articule autour de 4 axes majeurs :

- Développer la notoriété et l'attractivité du territoire de la CDA de Saintes
- Qualifier, renforcer et enrichir l'offre touristique
- Faire du tourisme un levier de développement économique
- Optimiser et structurer l'organisation touristique

Considérant le plan d'actions 2023 de l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge » qui répond aux objectifs suivants :

- Participer à l'élaboration du Schéma de développement de l'économie touristique 2024-2026 en lien avec la Communauté d'Agglomération de Saintes
- Poursuivre l'accompagnement des acteurs touristiques par filières
- Renforcer la valorisation des composantes et piliers identitaires (Gallo-Romain, patrimoine, activités fluviales et de pleine nature, oenotourisme, gastronomie et productions locales)
- Développer l'attractivité du territoire de la Communauté d'Agglomération de Saintes auprès des bassins émetteurs et en lien avec la démarche de marketing territorial
- Augmenter la visibilité de la destination au niveau digital
- Poursuivre la commercialisation de l'offre
- Construire un schéma d'accueil qualitatif et performant
- Participer et contribuer aux projets de territoire
- Accompagner le développement de nouvelles formes de visites ludiques

Considérant que pour atteindre ces objectifs, des engagements réciproques sont formalisés dans la convention annuelle d'objectifs 2023 ci-jointe,

Considérant que la CDA de Saintes s'engage à soutenir financièrement l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge », dans le cadre des missions et objectifs ci-dessus déclinés, par le versement d'une subvention annuelle de fonctionnement,

Considérant que cette subvention annuelle de fonctionnement est complétée par le reversement du produit de la taxe de séjour perçue sur l'année civile et par d'éventuelles subventions finalisées attribuées par le conseil communautaire,

Considérant que cette convention est établie pour une durée de 1 an,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** les termes de la convention annuelle d'objectifs et de moyens 2023 ci-jointe.
- **d'autoriser** le Président à signer ladite convention avec l'EPIC Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 47 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 11 élus ne prennent pas part au vote (M. Gérard PERRIN, M. Francis GRELLIER au nom de Mme Véronique ABELIN-DRAPRON, M. Joseph DE MINAC, M. Stéphane TAILLASSON, M. Alexandre GRENOT, M. ROUAN Frédéric, M. Jean-Marc AUDOUIN, M. Bruno DRAPRON au nom de Mme Marie-Line CHEMINADE, Mme Evelyne PARISI, Mme Françoise LIBOUREL, Mme Joëlle DUJARDIN)

2023-5. Approbation du budget primitif 2023 de l'EPIC Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge

Monsieur Alexandre GRENOT indique qu'en section d'exploitation, les dépenses s'élèvent à 1 147 669,58 euros. Elles se composent des charges à caractère général, des actions de promotion et de commercialisation, des frais de fonctionnement ou encore des dépenses de personnel. Les recettes, du même montant, comprennent la subvention de la CDA, la taxe de séjour prévisionnelle, les recettes issues des produits de services et les excédents antérieurs reportés. Les dépenses de la section d'investissement s'élèvent à 27 000 euros, dont 22 000 euros consacrés au développement d'une alternative à Terraventura. De nombreuses communes du territoire souhaitent disposer d'un parcours Terraventura, il s'agit d'un formidable outil. Un nombre important de critères doivent être respectés, et il devient plus difficile qu'auparavant d'obtenir un parcours. Une alternative a ainsi été imaginée sur le territoire. De l'argent est toutefois nécessaire pour financer ce projet, et l'Agglomération reviendra vers les communes potentiellement intéressées dans les semaines à venir. Le reste des dépenses se compose de matériel informatique. Les recettes proviennent quant à elles d'un virement de la section d'exploitation pour 10 000

euros, et d'amortissements pour 17 000 euros. L'Office de Tourisme réintègre de l'excédent afin d'équilibrer le budget. En 2023, il restera encore 280 000 euros de réserves.

En l'absence de question, Monsieur le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge » a réalisé son débat d'orientations budgétaires en date du 20 décembre 2022 au cours duquel il a présenté un projet de plan d'actions pour l'année 2023 ainsi qu'un budget prévisionnel réalisé en adéquation avec les services de la CDA de Saintes.

Le budget primitif ainsi que le plan d'actions 2023 de l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge » ont été validés par les membres du Comité de Direction par délibération n°2023-2 en date du 23 janvier 2023.

Le budget primitif de l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge » établi en M4, est proposé au vote par nature et par chapitre.

Il est ainsi soumis à l'approbation du Conseil Communautaire comme le prévoit l'article 9 des statuts de l'EPIC.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.1612-11, R.2221-2 et suivants, R.2221-22 et R.2221-28,

Vu le Code du Tourisme et notamment l'article L. 133-7 prévoyant que le budget de l'office comprend en recettes le produit notamment : 1° des subventions, (...), 4° de la taxe de séjour (...),

Vu l'instruction budgétaire et comptable M4,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023 et notamment l'article 6, III, 1°) Tourisme et notamment la « gestion d'un office de tourisme communautaire »,

Vu la délibération n°2019-64 du Conseil communautaire de la CDA de Saintes en date du 23 mai 2019 portant modification du statut juridique et des modalités d'organisation de l'Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge et créant un Etablissement Public Industriel et Commercial (EPIC),

Vu les statuts de l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge » et notamment l'article 9 qui précise que le budget préparé par le Directeur et validé par le Comité de direction est soumis à l'approbation du conseil communautaire qui a trente jours pour faire connaître sa décision sans quoi le budget est considéré comme approuvé,

Vu la délibération n°2022-209 du Conseil Communautaire de la CDA de Saintes en date du 8 décembre 2022 approuvant le budget primitif 2023 - Budget principal,

Vu la délibération n°2023-2 de l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge » du 23 janvier 2023 approuvant le budget primitif 2023,

Considérant les missions que l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge » assure pour le compte de la CDA de Saintes,

Considérant que l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge » a défini un plan d'actions pour l'année 2023 qui s'articule autour de 4 axes majeurs :

- Développer la notoriété et l'attractivité du territoire de la CDA de Saintes,*
- Qualifier, renforcer et enrichir l'offre touristique,*
- Faire du tourisme un levier de développement économique,*
- Optimiser et structurer l'organisation touristique,*

Considérant le plan d'actions 2023 de l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge » qui répond aux objectifs suivants :

- Participer à l'élaboration du Schéma de développement de l'économie touristique 2024-2026 en lien avec la Communauté d'Agglomération de Saintes,*

- Poursuivre l'accompagnement des acteurs touristiques par filières,
- Renforcer la valorisation des composantes et piliers identitaires (Gallo-Romain, patrimoine, activités fluviales et de pleine nature, œnotourisme, gastronomie et productions locales),
- Développer l'attractivité du territoire de la Communauté d'Agglomération de Saintes auprès des bassins émetteurs et en lien avec la démarche de marketing territorial,
- Augmenter la visibilité de la destination au niveau digital,
- Poursuivre la commercialisation de l'offre,
- Construire un schéma d'accueil qualitatif et performant,
- Participer et contribuer aux projets de territoire,
- Accompagner le développement de nouvelles formes de visites ludiques.

Considérant que pour atteindre ces objectifs, des engagements réciproques seront formalisés par une convention annuelle d'objectifs,

Considérant que la CDA de Saintes s'engage à soutenir financièrement l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge » par le versement d'une subvention annuelle de fonctionnement complétée par le reversement du produit de la taxe de séjour perçue sur l'année civile,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** le budget primitif 2023 de l'EPIC « Office de Tourisme de Saintes et de la Saintonge » validé par son comité de direction par délibération n° 2023-2 en date du 23 janvier 2023 ci-annexée.
- **d'autoriser** le Président à signer tous documents nécessaires à l'application de la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 47 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 11 élus ne prennent pas part au vote (M. Gérard PERRIN, M. Francis GRELLIER au nom de Mme Véronique ABELIN-DRAPRON, M. Joseph DE MINIAC, M. Stéphane TAILLASSON, M. Alexandre GRENOT, M. ROUAN Frédéric, M. Jean-Marc AUDOUIN, M. Bruno DRAPRON au nom de Mme Marie-Line CHEMINADE, Mme Evelyne PARISI, Mme Françoise LIBOUREL, Mme Joëlle DUJARDIN)

UNE AGGLOMÉRATION SENSIBLE AUX ENJEUX DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

2023-6. Révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Les Gonds : intégration des dispositions issues du décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015 pour la révision générale du Plan Local d'Urbanisme

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS indique que les trois délibérations suivantes vont traiter de la révision du PLU des Gonds, qui arrive à son terme. La première concerne le décret du 28 décembre 2015. Les révisions lancées avant cette date doivent intégrer la modernisation au moment de l'arrêt. Cette modernisation apporte un assouplissement au niveau de certaines règles d'urbanisme, en particulier dans la zone A et la zone naturelle.

En l'absence de question, Monsieur le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle l'existence du décret du 28 décembre 2015 modernisant le contenu du Plan Local d'Urbanisme et offrant de nouveaux outils permettant une meilleure adaptation de la planification aux enjeux des territoires notamment par l'écriture plus souple du règlement. Le décret précise que les collectivités en cours de procédure d'élaboration ou de révision générale d'un Plan Local d'Urbanisme à sa date de publication peuvent bénéficier des nouvelles dispositions issues du décret si elles le souhaitent. La révision générale du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Les Gonds a été prescrite le 17 avril 2014.

Afin de pouvoir bénéficier du contenu modernisé du PLU, une délibération de l'autorité compétente en faveur de cette intégration doit être prise au plus tard lors de l'arrêt du projet. Aussi, l'arrêt du projet de PLU intervenant à ce conseil communautaire, les délégués communautaires doivent sur prononcer à cette occasion sur cette intégration.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles R. 151-1 et suivants,

Vu le décret n°2015-1783 en date du 28 décembre 2015 et notamment son article 12,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023, et notamment l'article 6, I, 2°) relatif à l'aménagement de l'espace communautaire et comprenant entre autres « Plan local d'urbanisme et document en tenant lieu »,

Considérant que la révision générale du plan local d'urbanisme de la commune de Les Gonds a été prescrite le 17 avril 2014 antérieurement à la parution du décret n°2015-1783,

Considérant la volonté de la commune et de la Communauté d'agglomération de Saintes d'intégrer les dernières dispositions modernisées du code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur au 1^{er} janvier 2016,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'intégrer l'ensemble des dispositions contenues aux articles R. 151-1 et suivants du Code de l'Urbanisme dans leur rédaction en vigueur au 1^{er} janvier 2016. Celles-ci seront applicables à la procédure de révision générale du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Les Gonds, prescrite le 17 avril 2014.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de cette proposition par :

- 56 Voix pour*
- 0 Voix contre*
- 0 Abstention*
- 0 Ne prend pas part au vote*

2023-7. Révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Les Gonds : bilan de la concertation

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS explique qu'au moment de la prescription d'un PLU, les modalités de concertation qui vont être mises en œuvre sont indiquées. A la fin, il est nécessaire de constater que ces modalités ont bien été mises en œuvre. Il s'agissait d'informer le public, et de lui offrir la faculté de donner son avis ou de faire part de ses remarques. Un certain nombre d'outils étaient disponibles à cet effet, comme l'affichage en mairie, la tenue d'un registre, l'organisation de réunions publiques et la publication d'articles au sein du bulletin municipal. Ces modalités ont été mises en œuvre, et il est proposé au Conseil Communautaire d'approuver le bilan de la concertation.

En l'absence de question, Monsieur le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que simultanément à la prescription de la révision générale du PLU de la commune de Les Gonds, a été initié la concertation prévue par le code de l'urbanisme. Cette concertation a pour objectif, d'une part, d'informer le public du travail réalisé tout au long de la constitution du projet de PLU et, d'autre part, d'offrir au public la faculté de donner son avis, faire part de remarques ou de demandes particulières. Pour cela la commune a procédé à plusieurs affichages en mairie, à la tenue d'un registre de concertation, à l'organisation de réunions publiques et à la publication d'articles au sein du bulletin municipal. En vue l'arrêt du projet de PLU de la commune de Les Gonds, la communauté d'agglomération compétente en matière de « plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu » doit tirer le bilan de la concertation menée tout au long de la procédure. Cette concertation a permis d'informer et d'échanger avec tous ceux souhaitaient s'exprimer et de nourrir le projet. Elle n'a pas abouti à remettre en cause les

orientations du projet communal, portant principalement sur des requêtes de particuliers (demande de terrains constructibles).

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'urbanisme, et notamment ses articles L.103-2 et suivants,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023, et notamment l'article 6, I, 2°) relatif à l'aménagement de l'espace communautaire et comprenant entre autres la compétence « Plan local d'urbanisme, document en tenant lieu et carte communale »,

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Les Gonds en date du 17 avril 2014 prescrivant la révision générale du Plan Local d'Urbanisme et organisant les modalités de concertation,

Considérant que la délibération de prescription de la révision générale du PLU a défini les objectifs de l'élaboration du PLU et les modalités de la concertation suivantes :

- l'affichage en mairie de panneaux d'information*
- la mise en place d'un registre ou d'un cahier en mairie*
- l'organisation de réunions publiques*
- la publication d'articles dans le bulletin municipal et la presse locale*

Considérant que toutes ces modalités ont bien été mises en place, les paragraphes suivants font état de ce bilan :

Les affichages en mairie : Lors de la révision plusieurs panneaux ont été affichés en mairie. Le premier portait sur « la procédure de révision », explicitant les étapes de la révision et le contenu du PLU. Le deuxième avait pour objectif de présenter les principaux enjeux de la révision du PLU de Les Gonds au regard du diagnostic et le troisième portait sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durables final du PLU de Les Gonds. A noter d'ailleurs que le PADD a été mis à disposition du public une première fois en 2019 puis une deuxième fois en 2022 suite au débat en conseil communautaire de la CDA de Saintes en date du 14 décembre 2021.

Le registre de concertation : Un registre d'observations a été mis à disposition du public au secrétariat de la mairie de Les Gonds dès la prescription de la révision du PLU, pour permettre au public de consigner ses remarques et ses demandes concernant cette procédure. Il est clos ce jour par les soins de l'autorité délibérative, à l'occasion du présent acte.

Le registre de concertation contient 20 d'observations (14 reçues par courrier et 6 écrites directement dans le registre). Elles concernent principalement des demandes de terrain à construire, elles ont pu donner lieu à des ajustements mais pas de remises en cause des orientations du projet ni de l'intérêt général.

Les réunions publiques : La révision du PLU a fait l'objet de l'organisation de deux réunions publiques annoncées par affichage sur les panneaux communaux ainsi que par internet pour la seconde réunion (applications « panneaupocket.com » et le « facebook » de la commune).

La première réunion publique s'est tenue le 12 septembre 2018 dans la salle du conseil de la mairie. Elle avait pour thème la présentation des enjeux de la révision du PLU de Les Gonds et d'échanger sur les pistes d'orientations du PADD. Cette dernière a regroupé une quarantaine d'habitants.

La dernière réunion publique du 3 janvier 2023 avait pour objet d'échanger sur la traduction réglementaire du projet en particulier le plan de zonage. Elle s'est déroulée dans la salle municipale et a réuni une centaine de participants.

Dans les deux cas, les questions ont principalement porté sur la constructibilité de terrains ou sur les possibilités d'aménagement en zone N.

La publication d'articles dans le bulletin municipal et la presse locale : la municipalité a notamment fait part du projet de révision du PLU dans son bulletin municipal (juillet et décembre 2018) et sur son compte « panneau pocket » et « facebook » (octobre 2022 et janvier 2023).

Il convient d'ajouter qu'un atelier en présence des exploitants agricoles a été conduit lors de la phase diagnostic et que tout au long de la procédure, les élus communaux ont également reçu des courriers et

accueilli les administrés qui souhaitent leur faire part directement de leurs projets ou demandes. Les élus ont ainsi pu expliquer les choix opérés et la procédure du PLU, et ont relayé ces demandes lors des réunions de travail ce qui a permis d'ajuster le plan de zonage et le règlement, sans remise en cause de l'intérêt général du projet.

Les modalités de concertation telles que définies dans la délibération de prescription de l'élaboration du PLU ont donc bien été respectées.

Considérant que le projet de révision du plan local d'urbanisme de la commune de Les Gonds est prêt à être arrêté, la concertation avec les habitants, et tous les acteurs locaux concernés, doit désormais être fermée.

C'est dans ces circonstances que le Conseil Communautaire est invité à approuver le bilan de la concertation.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** le bilan de la concertation reprenant l'ensemble des démarches entreprises tout au long de l'élaboration du PLU de la commune de Les Gonds.
- **de clore** la phase de concertation.
- **d'informer** que, conformément à l'article R.153-3 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera affichée en mairie pendant un mois.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 57 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2023-8. Arrêt du projet de révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Les Gonds

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS indique qu'une légère modification à cette délibération a été reçue sur table. La révision du PLU des Gonds a été prescrite en avril 2014, en même temps que celle de Courcoury. En 2016, la commune a expérimenté la réalisation d'un dossier de PLU auprès d'un cabinet d'études, par le lancement d'un groupement de commande. Le transfert de compétence du document d'urbanisme à la CDA de Saintes a eu lieu en 2020, puis la CDA a repris le dossier de révision du PLU et en a porté la suite jusqu'à son arrêt, proposé ce jour. L'arrêt consiste à figer la situation avant de lancer une concertation. Le dossier sera transmis aux personnes publiques associées (préfet, Département), tandis que l'évaluation environnementale sera soumise à l'autorité environnementale. Une distinction est effectuée entre les deux, il s'agit du petit ajout réalisé sur la délibération.

En l'absence de question, Monsieur le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que la révision du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Les Gonds a été engagée par délibération du conseil municipal en avril 2014. En 2016, la commune a expérimenté la réalisation du dossier de PLU auprès d'un cabinet d'études par lancement d'un groupement de commande ainsi qu'une démarche de diagnostic partagé avec la commune de Courcoury.

En 2020, a eu lieu le transfert de la compétence « Plan local d'urbanisme » à la Communauté d'Agglomération de Saintes. La Communauté d'Agglomération a alors obtenu l'accord de la commune pour poursuivre la procédure de révision générale engagée. Aux termes du travail réalisé conjointement par la Communauté d'Agglomération de Saintes et la commune, le projet de Plan Local d'Urbanisme doit être « arrêté » par délibération du conseil communautaire et communiqué pour avis aux personnes publiques associées

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et suivants et R.153-3 et suivants,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral 9 janvier 2023, et notamment l'article 6, I, 2°), d) relatif à l'aménagement de l'espace communautaire et comprenant entre autres la compétence « Plan local d'urbanisme, document en tenant lieu et carte communale »,

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Les Gonds en date du 17 avril 2014 prescrivant la révision générale du Plan Local d'Urbanisme et organisant les modalités de concertation,

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Les Gonds en date du 03 mars 2020 donnant son accord pour la poursuite de la procédure de la révision générale du Plan Local d'Urbanisme par la Communauté d'Agglomération de Saintes consécutivement au transfert de compétence,

Vu le débat sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) prévu par l'article L.153-12 du Code de l'Urbanisme au conseil municipal de la commune de Les Gonds en date du 02 Décembre 2021,

Vu le débat sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) prévu par l'article L.153-12 du Code de l'Urbanisme au conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes en date du 14 Décembre 2021,

Vu, la délibération n°2023-7 du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes en date du 1^{er} février 2023 tirant le bilan de la concertation,

Vu le projet de révision générale du PLU de la commune de Les Gonds et notamment le rapport de présentation, le Projet d'Aménagement et de Développement Durables, les Orientations d'Aménagement et de Programmation, le règlement et ses documents graphiques, ainsi que ses annexes,

Considérant, que le projet de Plan Local d'Urbanisme peut être transmis sans délai aux personnes publiques mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du Code de l'Urbanisme ;

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'arrêter le projet de révision du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Les Gonds tel qu'il est annexé à la présente.

- de transmettre le projet de révision du Plan Local d'Urbanisme pour avis :

- Aux services du préfet de département ;
- Aux services départementaux de l'État ;
- Aux services de la Région Nouvelle Aquitaine ;
- Aux services du Département de la Charente-Maritime ;
- A l'Autorité organisatrice de la mobilité ;
- Aux chambres de commerce et d'industrie territoriales, des chambres de métiers, des chambres d'agriculture ;
- Au Pays de Saintonge Romane chargé de l'élaboration, de la gestion et de l'approbation du schéma de cohérence territoriale

- de soumettre l'évaluation environnementale du projet de révision du Plan Local d'Urbanisme pour avis à la Mission Régionale d'Autorité Environnementale.

Conformément à l'article R. 153-3 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège de la Communauté d'Agglomération de Saintes ainsi qu'en mairie de Les Gonds pendant un mois et, accompagnée du projet de Plan Local d'Urbanisme, sera transmise en sous-préfecture de Saintes.

En application des dispositions des articles R. 421-1 à R. 421-5 du Code de Justice Administrative, cette décision peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Poitiers dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 57 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2023-9. Engagement d'une déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Chérac

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS explique que la distillerie MERLET a fait part de la nécessité d'agrandir son site pour accueillir une nouvelle chaîne d'embouteillage et de transformation. Il s'agit de lancer une procédure de déclaration de projet afin de faire évoluer le PLU de Chérac et permettre de transformer une partie du zonage de l'entreprise. Il n'est pas question de consommation d'espaces naturels ou agricoles. Le site actuel de l'entreprise ne va pas s'étendre. Cependant, le PLU de Chérac est construit de manière un peu curieuse, avec une zone naturelle à l'intérieur du site de l'entreprise. La procédure de déclaration de projet vise à montrer l'intérêt général de celui-ci, c'est-à-dire l'activité économique, la création d'emplois et le maintien d'une activité sur la CDA.

En l'absence de question, Monsieur le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur expose que la société DISTILLERIE MERLET & FILS, dont le siège est établi à Saint-Sauvant, est spécialisée dans la production de boissons alcoolisées. Cette entreprise s'inscrit dans l'essor actuel de la filière Cognac et participe activement au dynamisme économique du territoire.

L'entreprise dispose d'une unité de production industrielle sur la commune de Chérac, destiné aux assemblages, à l'embouteillage et au conditionnement des produits finis pour expédition. Ces installations se sont développées au cours de ces deux dernières décennies, suivant la croissance de la société. L'entreprise se confronte à présent à certains obstacles réglementaires du Plan Local d'Urbanisme (PLU) en vigueur, dans la perspective de la poursuite de son développement.

L'extension de la zone « urbaine » dite UX, prévue pour le site, est en particulier nécessaire. Plus largement, les règles du PLU doivent être réexaminées afin de les mettre en adéquation avec les besoins d'évolution de l'entreprise au sein de la zone UX.

Dans ce contexte, le rapporteur précise que le Code de l'Urbanisme permet aux collectivités publiques de se prononcer sur l'intérêt général d'un projet, laquelle emporte alors mise en compatibilité du document d'urbanisme. Dès lors, le rapporteur propose de mettre en œuvre cette procédure pour que la société DISTILLERIE MERLET & FILS puisse poursuivre ses investissements sur son site de Chérac, considérant que l'intérêt général se trouve dans la perspective du maintien et de la création de nouveaux emplois sur le territoire, ainsi que des savoirs faire propres à cette entreprise.

Conformément aux termes du Code de l'Urbanisme, cette procédure sera conduite par le Président de la Communauté d'Agglomération de Saintes. Le dossier qui en résultera établira d'une part, la démonstration de l'intérêt général du projet, et d'autre part, la mise en compatibilité du PLU de Chérac avec le projet. Il fera l'objet d'un examen conjoint avec les personnes publiques associées, préalablement à l'ouverture d'une enquête publique. A son issue, le dossier pourra être approuvé par le conseil communautaire.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 103-2, L. 153-54 et suivants, R. 153-13, R.153-15 et L. 300-6,

Vu le Code de l'Environnement,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023, et notamment son article 6, I, 2°), relatif à l'aménagement de l'espace communautaire et comprenant entre autres la compétence « Plan Local d'Urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et Carte Communale »,

Vu la délibération n°2020-117 du conseil communautaire en date du 16 juillet 2020, transmise au contrôle de légalité le 22 juillet 2020, portant élection du Président de la Communauté d'Agglomération de Saintes,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Chérac, approuvé en date du 16 mars 2006 et ayant fait l'objet d'une révision simplifiée le 1er décembre 2011 ainsi que d'une modification simplifiée le 7 juillet 2016,

Considérant que le développement des activités de la société DISTILLERIE MERLET & FILS, à dimension familiale et implantée depuis le XIX^{ème} siècle, relève d'un intérêt général au titre du développement économique et de la pérennisation de la filière Cognac sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Saintes,

Considérant que ce projet nécessite la mise en compatibilité du PLU de la commune de Chérac, notamment par :

- Le reclassement d'une portion de zone « naturelle et forestière » (N) en zone « urbaine » dite UX, destinée aux activités économiques,
- L'harmonisation du zonage réglementaire dans le périmètre du site occupé par l'entreprise,
- L'examen des règles écrites de la zone et leur évolution éventuelle,

Considérant qu'en application de l'article R. 153-15 du Code de l'Urbanisme, le Président de l'organe délibérant de l'établissement public est chargé de mener la procédure de mise en compatibilité du PLU,

Considérant que la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU prévoit l'examen conjoint du dossier par l'État, la commune de Chérac et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du Code de l'Urbanisme,

Considérant que la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU nécessite la réalisation d'une enquête publique, conformément à l'article L. 153-55 du Code de l'Urbanisme,

Considérant qu'en application de l'article L. 103-2 du Code de l'Urbanisme, la procédure fera l'objet d'une concertation avec le public,

Il est proposé au conseil communautaire :

- **d'engager** une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Chérac, telle qu'elle est prévue aux articles L. 300-6, R. 153-15 et L. 153-54 et suivants du Code de l'Urbanisme, considérant que le développement d'une entreprise établie sur le territoire relève d'un intérêt général.
- **de définir** les objectifs de cette procédure, qui aura ainsi pour but de qualifier l'intérêt général du projet et de mettre en compatibilité les différents aspects réglementaires du PLU de la commune de Chérac avec ce dernier.
- **de soumettre** le dossier formalisant cette procédure à l'examen conjoint de l'État, de la commune de Chérac et des personnes publiques associées définies par le Code de l'Urbanisme préalablement à l'ouverture d'une enquête publique.
- **de définir** différentes modalités de concertation avec le public, à savoir :
 - o La mise à disposition d'un dossier, complété au fur et à mesure de l'avancement de la procédure, aux sièges de la Communauté d'Agglomération de Saintes et de la mairie de Chérac,
 - o La mise à disposition d'une adresse mail au public (consultation-plu@agglo-saintes.fr) afin de lui permettre de formuler ses observations sur le dossier,
 - o La réalisation d'une réunion publique au plus tard avant l'ouverture de l'enquête publique,
 - o La parution d'un article au sein d'un support communal régulièrement diffusé auprès de la population,
- **de charger** le Président de la Communauté d'Agglomération de Saintes de l'exécution de la présente délibération, et de l'autoriser à signer tout document nécessaire à son bon déroulement et aboutissement.

Conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège de la Communauté d'Agglomération de Saintes et en mairie de Chérac durant un mois, et d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 57 Voix pour
- 0 Voix contre
- 1 Abstention (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Ne prend pas part au vote

2023-10. Approbation de la modification simplifiée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Thénac

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS indique qu'une modification simplifiée du PLU de Thénac a été lancée, avec deux objectifs. Le premier était d'adapter un règlement en centre-bourg pour un îlot stratégique pour la commune. Celle-ci souhaite développer les commerces, et donc disposer d'une maîtrise particulière sur cette partie. D'autre part, le PLU de Thénac est assez ancien, avec un certain nombre de zones ouvertes à l'urbanisation, et il était important de contraindre un peu plus fortement les projets qui souhaiteraient s'y développer. Les personnes publiques associées ont été consultées, et quelques remarques ont été prises en compte dans le rapport final. Il est proposé d'approuver cette modification simplifiée du PLU de Thénac.

En l'absence de question, Monsieur le Président soumet la délibération au vote.

1/ Cadre général de la procédure

Le rapporteur rappelle que le Président de la Communauté d'Agglomération de Saintes a prescrit la modification simplifiée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Thénac par arrêté n°2022-40 du 13 juillet 2022.

Cette modification permettra de compléter le PLU par des prescriptions visant à encadrer l'aménagement d'un îlot bâti du cœur du bourg, répondant à des fonctions stratégiques (commerces, services, aire de stationnement accueillant un marché de commerces ambulants). Par ailleurs, le développement urbain résidentiel sera encadré par l'ajout de nouvelles règles au PLU.

Sur la base de ces objectifs, il a été constitué un dossier répondant aux exigences du Code de l'Urbanisme, qui a été transmis à la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) de Nouvelle-Aquitaine. Par décision du 19 septembre 2022, celle-ci a décidé que le dossier n'était pas soumis à évaluation environnementale.

2/ Avis des Personnes Publiques Associées

Le dossier a été notifié aux Personnes Publiques Associées, conformément aux termes de l'article L. 153-40 du Code de l'Urbanisme. Consécutivement à cette notification, ont été reçus :

- *L'avis de la Chambre de Commerce et d'Industrie, en date du vendredi 29 juillet 2022 et reçu par courriel ;*
- *L'avis du Département, en date du 14 septembre 2022 et reçu par courrier postal.*

Il a été constaté l'absence d'avis émis par les services de l'État sur cette procédure.

Dans son avis, la Chambre de Commerce et d'Industrie partage les constats sur l'activité économique et l'importance de recentrer les activités commerciales en centre bourg. A cet effet, elle invite « la commune à intégrer au sein de son règlement un périmètre prioritaire d'installation d'activités commerciales et de services aux particuliers limités à l'îlot projeté ».

Par ailleurs, la Chambre de Commerce et d'Industrie indique se tenir « à disposition de la commune pour échanger sur le projet de développement commercial et de pouvoir le cas échéant fournir des éléments utiles à la réussite de ce projet (situation économique des commerces, potentiels, éléments favorisant la réussite du projet, développement d'un offre non sédentaire...) ».

A la lecture de cet avis, il n'est pas considéré comme nécessaire de faire évoluer les pièces du PLU, compte-tenu des garanties apportées à la maîtrise de l'implantation des activités économiques dans le centre-bourg de Thénac.

Néanmoins, il peut être retenu l'hypothèse de la délimitation d'un secteur de sauvegarde de la diversité commerciale au sein du centre-bourg à l'occasion du futur Plan Local d'Urbanisme intercommunal en cours d'élaboration par la Communauté d'Agglomération de Saintes. En effet, cette possibilité lui sera permise par le contenu modernisé du Code de l'Urbanisme applicable à ce nouveau document d'urbanisme.

Le Département relève une erreur matérielle au sein des Orientations d'Aménagement et de Programmation (page 4). De plus, il prend acte de la compatibilité du « secteur de l'îlot du bourg » avec l'aménagement de la route départementale RD 6 récemment réalisé. Le Département est également favorable aux conditions d'aménagement du secteur « Les Martres » et « La Guichardière » telles que

figurant dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation. Enfin, le Département considère qu'un « aménagement de sécurité » d'une intersection serait souhaitable dans la perspective de l'urbanisation du secteur « Les Guillots ».

Ainsi, il est pris acte de l'absence d'opposition du Département quant à la poursuite de cette procédure. Il sera veillé à corriger l'erreur matérielle relevée dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation. Outre cette dernière, il n'y a pas lieu de faire évoluer le contenu du dossier.

3/ Mise à disposition du dossier au public

Le rapporteur rappelle que le dossier a été mis à disposition auprès du public du lundi 5 décembre 2022 au vendredi 6 janvier 2023, selon les modalités fixées par la délibération n°2022-199 du Conseil Communautaire en date du 15 novembre 2022.

Suite à l'étude des registres mis à disposition au sein de la mairie de Thénac et de la Communauté d'Agglomération de Saintes, **il n'a été constaté aucune observation consignée dans ces derniers.** En outre, il n'a été réceptionné aucun courrier postal ou courriel de la part du public.

4/ Conclusions du rapporteur

Constatant que l'ensemble de la procédure est à présent arrivé à son terme, le rapporteur propose au Conseil Communautaire **d'approuver cette procédure de modification simplifiée n° 1 du PLU de Thénac.**

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L. 153-36 à L.153-40-1, L153-45 à L. 153-48, R. 153-20 et R. 153-21,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023, et notamment l'article 6, I, 2°), d) relatif à l'aménagement de l'espace communautaire et comprenant entre autres la compétence « Plan Local d'Urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et Carte Communale »,

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Thénac approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 17 novembre 2005 et ayant fait l'objet de trois procédures de révision simplifiée approuvées le 17 juin 2009,

Vu l'arrêté n°2022-40 du président de la Communauté d'Agglomération de Saintes en date du 13 juillet 2022 prescrivant la modification simplifiée n° 1 du PLU de Thénac,

Vu la décision de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale en date du 19 septembre 2022,

Vu les avis émis par les personnes publiques associées précédemment étudiés,

Vu la délibération n°2022-199 du Conseil Communautaire en date du 15 novembre 2022 définissant les modalités de mise à disposition au public du dossier de modification simplifiée n°1 du PLU de Thénac,

Considérant les avis transmis par les personnes publiques associées concernant ce dossier et les propositions de suites qui leur sont données par le rapporteur,

Considérant le bilan de la mise à disposition du dossier au public dressé par le rapporteur,

Considérant que le dossier est à présent prêt à être approuvé par le Conseil Communautaire,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'acter** le bilan des observations émises par les personnes publiques associées.
- **d'acter** le bilan de la mise à disposition du dossier au public.
- **d'approuver** le projet de modification simplifiée n°1 du PLU de Thénac tel qu'il est annexé à la présente.

- *d'acter que, conformément aux articles R. 153-20 et R. 153-21 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège de la Communauté d'Agglomération de Saintes et en mairie de Thénac pendant un mois, et que, mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.*
- *d'acter que, conformément à l'article L. 153-48 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération deviendra exécutoire à compter de sa publication et sa transmission à l'autorité administrative compétente de l'Etat dans les conditions définies aux articles L. 2131-1, L. 2131-2 et R. 153-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.*

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 57 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 1 élu ne prend pas part au vote (M. Alexandre GRENOT)

2023-11. Modification du règlement d'attribution des aides à la production de logement social

Madame Evelyne PARISI indique qu'une délibération a été remise sur table, du fait d'une erreur dans le tableau. Elle présente la délibération.

Monsieur Pierre MAUDOUX s'interroge sur l'impact du passage de la subvention de 14 000 à 10 000 euros.

Madame Evelyne PARISI explique que l'enveloppe actuelle se situe aux alentours de 9 000 euros, elle n'a jamais atteint les 10 000 euros.

Monsieur Pierre MAUDOUX souhaite savoir quels sont les bailleurs sociaux sur le territoire, et si cette subvention est incitative pour eux.

Madame Evelyne PARISI répond que la subvention est importante pour leur permettre de produire des logements sociaux. Il s'agit d'une aide à la construction.

Monsieur le Président ajoute que la SEMIS produit énormément de logements sociaux sur le territoire. Elle prend en compte cette aide de l'Agglomération pour équilibrer ses projets.

Monsieur Pierre MAUDOUX demande s'il existe d'autres bailleurs sociaux que la SEMIS.

Monsieur le Président répond par l'affirmative. La construction de 893 logements est lancée, cependant 300 sont validés par l'État. L'aide est appréciée pour avancer plus rapidement dans la production de logements sociaux.

Monsieur Rémy CATROU demande pourquoi diminuer cette aide si elle est attendue.

Monsieur le Président observe que Madame PARISI a répondu à la question.

Madame Evelyne PARISI indique que le constat est que l'aide n'a jamais excédé les 9 000 euros. Des critères davantage qualitatifs ont été mis en place.

Monsieur le Président ajoute qu'un plafond à 10 000 euros permet de disposer d'un budget plus important, pour plus de logements.

Monsieur Rémy CATROU peut comprendre qu'une subvention puisse être réexaminée, mais demeure perplexe face à l'explication apportée. Le fait de maîtriser l'enveloppe budgétaire dédiée revient selon lui à chercher à réaliser des économies.

Monsieur le Président explique qu'il ne s'agit pas de diminuer l'enveloppe, mais d'en faire plus avec le même budget. L'aide étant réduite, les possibilités de construire des logements sont multipliées. L'enveloppe qui a été votée n'est pas diminuée.

Monsieur Rémy CATROU remercie pour l'explication.

En l'absence d'autres questions, Monsieur le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que le Programme Local de l'Habitat (PLH) 2017-2022 prévoit la production de 300 logements sociaux sur le territoire de l'agglomération, dont 242 logements locatifs sociaux publics.

A ce titre, le programme d'actions définit le soutien à la production de logement social par le biais :

- De l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat 2018-2023 pour le logement social privé (logements conventionnés dans le parc privé),
- Du règlement d'attribution des subventions à la production de logements sociaux publics de l'agglomération voté en 2018,
- De l'octroi d'une garantie d'emprunt auprès des bailleurs sociaux pour les opérations bénéficiant d'une subvention (prévu dans ce même règlement).

A ce jour, le règlement d'attribution des subventions à la production de logement social précité propose une analyse quantitative des opérations, dans le respect des objectifs de production fixés dans le PLH.

La présente délibération prévoit la modification du règlement visant trois objectifs :

- Distinguer le financement du logement dit « ordinaire » du logement dit « spécifique » (destiné à un type de public particulier : seniors, jeunes, ...),
- Maîtriser l'enveloppe budgétaire dédiée (subvention maximum par logement fixée à 10 000 € au lieu de 14 000 € actuellement),
- Introduire des critères d'analyse qualitative des opérations, en cohérence avec les autres politiques publiques menées par l'agglomération. Cette grille conditionnera l'octroi total ou partiel de la subvention, ainsi que l'octroi ou le refus de la garantie d'emprunt.

Par ailleurs, la révision du Programme Local de l'Habitat a été engagée par le Conseil Communautaire le 7 juin 2022, et permettra de redéfinir les objectifs de production en logement social, et les modalités de soutien à cette politique.

Il est demandé au Conseil Communautaire d'adopter les modifications apportées au règlement d'attribution des subventions au logement social en pièce jointe à la présente délibération.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5216-5 I 3°) qui prévoit que la Communauté d'Agglomération exerce de plein droit au lieu et place des communes membres la compétence Equilibre social de l'habitat dont le Programme Local de l'Habitat,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023 et notamment l'article 6, I, 3°), comprenant entre autres « le Programme Local de l'Habitat »,

Vu la délibération n°2018-03 du Conseil Communautaire en date du 18 janvier 2018 adoptant le Programme Local de l'Habitat 2017-2022 de la Communauté d'Agglomération de Saintes,

Vu la délibération n°2018-06 du Conseil Communautaire en date du 18 janvier 2018 portant nouvelles modalités d'octroi des subventions de la CDA de Saintes en faveur de la production de logements sociaux dans le cadre du PLH,

Considérant les objectifs quantitatifs de production de logements locatifs sociaux publics inscrits dans le PLH 2017-2022 et l'atteinte de ces objectifs au 22 novembre 2022 :

Polarités	Communes	Production de logements sociaux	Objectif de production de LLS publics	LLS publics validés 2018-2022
Cœur d'agglomération	Saintes	100	80	73
	Saint-Georges-des-Coteaux	21	20	8
Espace d'agglomération	Fontcouverte	14	12	11
	Chaniers	100	80	19
	Les Gonds	16	14	0
Pôle d'équilibre	Burie	8	4	8
Pôle de proximité	Corme-Royal	14	10	0
Autres communes	29 communes	27	22	4
Total	36 communes	300	242	123

Considérant que l'attribution des subventions sera soumise à décision du Conseil Communautaire,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver**, à compter du rendu exécutoire de la présente délibération, les modifications apportées au règlement d'attribution des subventions à la production de logements sociaux publics annexé à la présente délibération.

- **de charger** Monsieur le Président ou son représentant en charge de l'Aménagement et de l'Habitat de l'exécution de la présente délibération et à signer tout document à cet effet.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 58 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

UNE AGGLOMÉRATION PROCHE ET SOLIDAIRE DE SES HABITANTS

COHÉSION SOCIALE ET TERRITORIALE

2023-12.Création d'un Espace France Services dans le quartier politique de la ville Bellevue - Boiffiers à Saintes

Monsieur le Président indique que l'Agglomération a été sollicitée par l'État afin de créer un espace France Services, qui permet aux citoyens de procéder aux principales démarches administratives. Cet espace n'est pas réservé uniquement aux habitants du quartier prioritaire, chacun peut y accéder. Un point d'accès, ouvert depuis 2019, fonctionnait bien. Il est désormais proposé de passer à l'espace France Services. Il sera nécessaire d'augmenter le temps de travail d'une agente, et de recruter un agent supplémentaire à 24 heures. Une aide de l'État sera apportée en contrepartie de cet emploi supplémentaire. En l'absence de question, il soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que l'Etat a décidé, le 25 avril 2019, la mise en place d'un réseau France Services qui doit permettre aux citoyens de procéder aux principales démarches administratives du quotidien au plus près du terrain.

Trois objectifs sont poursuivis :

- Une plus grande accessibilité des services publics au travers d'accueils physiques polyvalents (Les Espace France Services - ou de services itinérants),
- Une plus grande simplicité des démarches administratives avec un regroupement en un même lieu, physique ou itinérant, des services de l'Etat, des opérateurs et des collectivités territoriales afin de lutter contre l'errance administrative et d'apporter aux citoyens une réponse sur place sans avoir à les diriger vers un autre guichet,
- Une qualité de service substantiellement renforcée avec la mise en place d'un plan de formation d'agents polyvalents et la définition d'un panier de services homogène dans l'ensemble du réseau France Services.

Cette nouvelle ambition doit permettre d'ouvrir prioritairement des Espaces France Services dans les cantons ruraux et les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV).

Dans ce contexte de réflexion d'accès aux services publics, la Communauté d'Agglomération de Saintes a ouvert en octobre 2019 un Point Justice -Accès au Droit au sein du quartier prioritaire de la politique de la ville Bellevue - Boiffiers.

Depuis mi-juillet 2021, la CDA a acquis un local au sein du centre commercial de Bellevue au 5 avenue de Bellevue.

Forte de cette première expérience de déploiement d'offre et d'accès aux droits avec plusieurs partenaires, la CDA souhaite la labellisation d'un Espace France Services sur le quartier prioritaire en y intégrant le Point Justice-Accès au droit afin de fournir un bouquet de services en plus des informations sur les droits actuellement disponibles.

En décembre 2022, la CDA a été labellisée Espace France Services sur le quartier prioritaire Boiffiers-Bellevue afin de répondre aux besoins des habitants de ce quartier mais aussi de ceux de l'ensemble de la CDA de Saintes.

2 agents assureront l'accueil et d'accompagnement aux démarches administratives des personnes reçues à la France Services à raison respectivement de 30h et 24h hebdomadaire.

Il est donc proposé aux Conseillers communautaires par la présente délibération de valider la création d'un Espace France Services dans le quartier politique de la ville Bellevue - Boiffiers à Saintes,

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023, et notamment l'article 6, I, 4°) relatif à la « Politique de la ville dans la Communauté », et l'article 6, II, 10°) « Participation à une convention France Services dans les quartiers politique de la Ville et définition des obligations de service public y afférentes en application de l'article 27-2 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations »,

Vu la délibération n°2020-117 du Conseil Communautaire en date du 16 juillet 2020, transmise au contrôle de légalité le 22 juillet 2020, portant élection du Président de la Communauté D'Agglomération de Saintes,

Considérant que cet Espace France Services permettra de répondre aux besoins des habitants de la CDA de Saintes et des habitants du quartier prioritaire,

Considérant que le Point Justice-Accès au Droit répond à un des bouquets de service de l'Espace France Services sur les informations sur les droits juridiques,

Considérant la cohérence d'intégrer le Point Justice-Accès au Droit dans l'Espace France Services,

Considérant que les recettes correspondantes seront engagées au Budget 2023, Chapitre 74, nature 7478 et code gestionnaire 0994,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'autoriser la création d'un Espace France Services dans le quartier politique de la ville Bellevue - Boiffiers à Saintes.

- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant en charge des Finances, à signer tout document dans ce cadre.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 58 Voix pour***
- 0 Voix contre***
- 0 Abstention***
- 0 Ne prend pas part au vote***

**** * * * ****

2023-13. Mission Locale de la Saintonge - Attribution d'une subvention pour l'année 2023 et autorisation de signer la convention associée

Monsieur Philippe CALLAUD rappelle les objectifs de la Mission Locale. La subvention pour 2023 sera celle reconduite en 2022, c'est-à-dire 253 000 euros.

Madame Éliane TRAIN souhaite savoir si la Mission Locale devra déménager, et si oui à quelles conditions.

Monsieur Francis GRELLIER répond que le projet est que la Mission Locale déménage en partie au niveau de l'ancien siège de la CDA. Actuellement, le CFA occupe l'ancienne partie dédiée à l'éducation et aux finances.

A partir du 1^{er} mars, la Mission Locale devrait occuper la partie gauche du bâtiment. Le loyer correspond à celui qui avait été défini, avec un montant de 8 euros du mètre carré.

Madame Éliane TRAIN avait entendu que la Mission Locale devait s'installer à l'école Saint-Exupéry, et demande si ce projet est toujours d'actualité.

Monsieur Francis GRELLIER répond qu'il s'agira de l'étape suivante.

Madame Éliane TRAIN observe que ces déménagements génèrent des frais. Elle demande s'il pourrait être envisagé d'augmenter ponctuellement la subvention.

Monsieur Francis GRELLIER répond que rien n'est prévu à ce niveau pour le moment. Le projet au niveau de l'école Saint-Exupéry ne sera pas réalisé dans l'immédiat.

Madame Éliane TRAIN a cru noter que la subvention n'avait pas augmenté depuis plusieurs années.

Monsieur Pascal GILLARD confirme que la Mission Locale devrait déménager en partie en mars. Le BIJ (Bureau d'Information Jeunesse) et le CEJ (Contrat d'Engagement Jeunes) seraient concernés. Les jeunes sont reçus en groupes, et il était nécessaire de trouver des salles disponibles pour les rassembler. Les locaux de l'ancien siège permettraient d'accueillir ces jeunes dans des conditions optimales. La Mission Locale a par ailleurs subi l'augmentation du point en janvier et en juin, ce qui occasionne un coût de 100 000 euros supplémentaires. De plus, des aides de l'État précédemment accordées dans le cadre du Covid ne sont plus distribuées. Il est difficile d'équilibrer le budget de la Mission Locale, en particulier sur deux sites. Une demande de subvention d'un montant de 280 000 euros avait ainsi été effectuée en compensation de ces éléments.

Madame Éliane TRAIN en déduit que le budget sera déficitaire.

Monsieur Pascal GILLARD explique que trois CDD ne seront pas renouvelés. Il a été donné pour consigne aux personnes restantes de réaliser le maximum de CEJ, pour lesquels une somme moyenne de 1 700 euros est versée pour chaque contrat effectué. L'idée est également de revoir les postes sur lesquels il est possible de réaliser des économies.

En l'absence d'autres questions, Monsieur le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que la Mission Locale de Saintonge exerce une mission de service public auprès des jeunes de 16 à 25 ans dans le but de leur permettre une insertion professionnelle durable. A ce titre, elle assure un suivi global du jeune (recherche d'emploi, de logement, santé...).

En plus de cette mission principale, la Mission locale de Saintonge participe au service public de l'emploi par des actions complémentaires, à savoir :

- *Le groupement des créateurs*
- *Le suivi des clauses d'insertion*
- *Le suivi des jeunes sollicitant une aide au permis citoyen*
- *Le suivi des jeunes sous-main de justice*
- *Le Bureau d'Information Jeunesse.*

Pour assurer toutes ces missions, la Mission Locale de la Saintonge a sollicitée une subvention d'un montant de 280 000 € auprès de la CDA de Saintes pour l'année 2023.

Compte tenu de ces missions, il est proposé au Conseil Communautaire d'attribuer à la Mission Locale de Saintonge une subvention pour l'année 2023 d'un montant de 253 000€ correspondant au montant attribué en 2022.

Au regard du montant et de la nature de la subvention, il est nécessaire de conclure la convention ci-jointe fixant notamment les modalités de versement de la subvention et les actions de la Mission Locale de Saintonge.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles 9-1, 10 et 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu l'article 1^{er} du décret n°2001-495 du 6 juin 2001 fixant l'obligation pour l'autorité administrative de conclure une convention avec l'organisme de droit privé bénéficiant d'une subvention dont le montant annuel dépasse 23 000€,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023, et notamment l'article 6, II, 2°), compétence optionnelle action sociale d'intérêt communautaire,

Vu la délibération n°2014-66 du Conseil Communautaire en date du 18 septembre 2014 portant modification des statuts de la CDA et annexant à ses statuts Les points a) et b) relatifs à l'action sociale d'intérêt communautaire,

Vu la délibération n°CC_2022_209 du Conseil Communautaire en date du 8 décembre 2022, portant vote du budget primitif du Budget Principal 2023,

Vu la demande de subvention formulée par la Mission Locale de La Saintonge au titre de l'année 2023,

Vu les crédits disponibles inscrits au budget primitif du Budget Principal 2023 au compte 6574,

Considérant la mission de service public exercée par le Mission Locale de la Saintonge auprès des jeunes dans le but de leur permettre une insertion professionnelle durable,

Considérant qu'en plus de cette mission principale, la Mission locale de Saintonge participe au service public de l'emploi par des actions complémentaires, à savoir :

- Le groupement des créateurs*
- Le suivi des clauses d'insertion*
- La mobilité internationale*
- Le Bureau d'Information Jeunesse.*

Considérant qu'en application de l'article 10-1 de la loi du 12 avril 2000 susvisée, « toute association ou fondation qui sollicite l'octroi d'une subvention au sens de l'article 9-1 auprès d'une autorité administrative ou d'un organisme chargé de la gestion d'un service public industriel et commercial s'engage, par la souscription d'un contrat d'engagement républicain :

1° A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;

2° A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;

3° A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'attribuer une subvention d'un montant de 253 000 € à la Mission Locale de la Saintonge pour l'année 2023.*
- d'approuver les termes de la convention d'objectifs et de financement 2023 ci-jointe.*
- d'autoriser Monsieur Le Président, ou son représentant en charge des Finances, à signer ladite convention ainsi que tous documents afférents.*

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 48 Voix pour*
- 0 Voix contre*
- 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE et M. Pierre MAUDOUX)*
- 8 élus ne prennent pas part au vote (M. Gérard PERRIN, Mme Aurore DESCHAMPS, M. Pascal GILLARD, M. Bruno DRAPRON en son nom seul, Mme Véronique CAMBON, Mme Amanda LESPINASSE en son nom seul, M. Francis GRELLIER au nom de Mme Véronique ABELIN-DRAPRON et Mme Joëlle DUJARDIN)*

2023-14. Association Le SAS - Attribution d'une subvention pour l'année 2023 et autorisation de signer la convention associée

Monsieur le Président indique qu'une présentation du SAS a eu lieu en conférence des maires récemment. Le SAS avait sollicité une augmentation de subvention à 125 000 euros, au lieu de 120 000 l'année précédente. Il a été accédé à sa demande, dans la mesure où il avait des projets supplémentaires à mener sur les communes.

En l'absence de question, Monsieur le Président soumet la délibération au vote.

* * * * *

Le rapporteur rappelle que l'association Le SAS a pour but de faciliter l'insertion sociale, l'accès à la formation professionnelle, l'accès à l'emploi durable pour les personnes qu'elle salarie.

Elle met en œuvre des modalités spécifiques d'accueil et d'accompagnement.

L'association dans sa fonction sociale :

- *Offre un statut de salarié aux personnes les plus éloignées de l'emploi ;*
- *Met en œuvre un accompagnement collectif et individuel pour la construction d'un projet personnel et professionnel ;*
- *Propose des formations de tous ordres.*

Dans sa fonction économique :

- *Met en œuvre des activités privées, publiques et collectives (Appels d'offres, Marchés à procédure adapté (MAPA), prestations de service...)*
- *Contribue au développement local par une dynamique d'emploi (orientation adaptée aux besoins du marché du travail, création d'emplois, professionnalisation) ;*
- *S'inscrit dans une logique d'innovation en contribuant à l'émergence de nouvelles activités.*

Dans le cadre de ses compétences action sociale d'intérêt communautaire et développement économique, la Communauté d'Agglomération de Saintes participe à l'insertion professionnelle et sociale, à la formation et à l'emploi par le soutien de structures d'insertion par l'activité économique.

Par courriel en date du 6 octobre 2022, l'association Le SAS a sollicité auprès de la Communauté d'Agglomération de Saintes une subvention d'un montant de 125 000 € au titre de l'année 2023.

Il est ainsi proposé au Conseil Communautaire d'attribuer à l'association Le SAS une subvention d'un montant de 125 000 € pour l'année 2023, montant supérieure de 5 000 € au montant 2022, et de mettre gracieusement à disposition un véhicule.

Compte tenu du montant proposé et de la nature de la subvention, il est nécessaire de conclure la convention ci-jointe fixant notamment les modalités de versement de la subvention et les actions de l'association.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles 9-1, 10 et 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu l'article 1^{er} du décret n°2001-495 du 6 juin 2001 fixant l'obligation pour l'autorité administrative de conclure une convention avec l'organisme de droit privé bénéficiant d'une subvention dont le montant annuel dépasse 23 000 €,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023, et notamment l'article 6, II, 2°) compétence optionnelle « action sociale d'intérêt communautaire »,

Vu la délibération n°2014-66 du Conseil Communautaire en date du 18 septembre 2014 portant modification des statuts de la CDA et annexant à ses statuts les points a) et b) relatifs à l'action sociale d'intérêt communautaire,

Vu la délibération n°2018.86.CP de la Commission Permanente du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine en date du 5 février 2018 portant mise en œuvre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) et application du règlement d'intervention économique régional - Conventions Economiques avec les Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n°2018-88 du Conseil Communautaire en date du 12 avril 2018 relative à la convention avec la Région Nouvelle Aquitaine portant adoption du régime communautaire d'aides aux entreprises,

Vu la délibération n° 2022-209 du Conseil Communautaire en date du 8 décembre 2022, portant vote du budget primitif du Budget Principal 2023,

Vu la demande de subvention formulée par l'association Le SAS pour l'année 2023 auprès de la Communauté d'Agglomération d'un montant de 125 000 €,

Vu les crédits disponibles inscrits au budget primitif du Budget Principal 2023 au compte 6574,

Considérant que l'association Le SAS a pour objet l'accueil, la mise au travail sur des actions collectives, l'encadrement technique et l'accompagnement des personnes en difficulté face à l'emploi,

Considérant le but de l'association de faciliter l'insertion sociale, l'accès à la formation professionnelle, l'accès à l'emploi durable pour les personnes qu'elle salue,

Considérant que la Communauté d'Agglomération de Saintes a la possibilité de soutenir sous forme de subvention la réalisation des actions de ladite association,

Considérant qu'il est nécessaire dans ce cadre de conclure une convention avec l'association fixant notamment les modalités de versement de la subvention et les actions menées par l'association,

Considérant qu'en application de l'article 10-1 de la loi du 12 avril 2000 susvisée, « toute association ou fondation qui sollicite l'octroi d'une subvention au sens de l'article 9-1 auprès d'une autorité administrative ou d'un organisme chargé de la gestion d'un service public industriel et commercial s'engage, par la souscription d'un contrat d'engagement républicain :

1° A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;

2° A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;

3° A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'attribuer** une subvention d'un montant de 125 000 € à l'association Le SAS pour l'année 2023.
- **d'approuver** les termes de la convention ci-jointe.
- **d'autoriser** le Président ou son représentant en charge des Finances, à signer ladite convention ainsi que tous documents afférents.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 52 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 6 élus ne prennent pas part au vote (M. Gérard PERRIN, M. Pascal GILLARD, M. Pierre-Henri JALLAIS, Mme Véronique CAMBON au nom de M. Joël TERRIEN, Mme Joëlle DUJARDIN et Mme Françoise LIBOUREL).

2023-15. Association Régie de quartier EREQUA'SOL - Attribution d'une subvention pour l'année 2023

Monsieur Philippe CALLAUD précise que la CDA souhaite contribuer au financement du poste de médiateur et à l'achat d'un véhicule neuf places. La subvention s'élève à 4 000 euros. L'achat d'un camion-benne est également nécessaire en raison d'une deuxième équipe de nettoyage présente pour soutenir le développement de l'activité. Un montant de 2 000 euros est proposé. Enfin, l'achat d'une table de repassage professionnelle est nécessaire pour le développement de la repasserie solidaire. Le montant proposé est de 856 euros. Le total des subventions s'élève à 6 856 euros, soit la même somme qu'en 2022, si ce n'est l'ajout de la table de repassage.

En l'absence de question, Monsieur le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que la Communauté d'Agglomération de Saintes souhaite soutenir l'association Ensemble pour une régie de quartier Solidaire (EREQUA'SOL) pour le poste de médiateur qui dans son action permet l'accompagnement du conseil citoyen et des projets d'habitants sur le quartier.

En effet, la Régie de quartier EREQUA'SOL par le biais de ce poste, accompagne le développement et l'animation d'un lieu favorisant les échanges et la communication entre les habitants. Il assure en outre des missions de médiation sociale et culturelle visant à améliorer, dans le quartier prioritaire Boiffiers-Bellevue, les relations entre les habitants de ce quartier et les services publics, ainsi que les rapports sociaux dans les espaces publics ou collectifs.

Il est proposé au Conseil Communautaire d'attribuer à la régie de quartier EREQUA'SOL une subvention d'un montant de 4 000 € pour l'année 2023, montant équivalent à la subvention attribuée en 2022.

Par ailleurs, la Régie de quartier EREQUA'SOL développe son activité avec une deuxième équipe de nettoyage des locaux. Pour ce faire, elle a besoin d'acquérir un camion benne pour son équipe espace vert. Aussi, la Communauté d'Agglomération souhaite soutenir l'association dans cette acquisition.

Il est proposé donc au Conseil Communautaire d'attribuer, à ce titre, à la Régie de quartier EREQUA'SOL une subvention d'un montant de 2 000 € pour l'année 2023.

Enfin, afin de développer la repasserie, la Régie de quartier souhaite acquérir une nouvelle table de repassage professionnelle.

Il est proposé donc au Conseil Communautaire d'attribuer, à ce titre, à la Régie de quartier EREQUA'SOL une subvention d'un montant de 856 € pour l'année 2023.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles 9-1, 10 et 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu les statuts de La Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023, et notamment l'article 6, I, 4°), compétence politique de la Ville,

Vu la délibération n°2022_209 du Conseil Communautaire en date du 8 décembre 2022, portant vote du budget primitif du Budget Principal 2023,

Vu la demande de subvention sollicitée par l'association EREQUA'SOL pour l'année 2023 auprès de la Communauté d'Agglomération d'un montant de 4 000 € pour le poste de médiateur, de 2 000 € pour l'achat d'un camion benne et de 856 € pour l'achat d'une table de repassage,

Considérant le projet de La Régie de quartier EREQUA'SOL portant sur le développement et l'animation d'un lieu favorisant les échanges et la communication entre les habitants,

Considérant que l'action du médiateur est d'assurer des missions de médiation sociale et culturelles visant à améliorer, dans le quartier prioritaire Boiffiers-Bellevue, des relations entre les habitants de ce quartier et les services publics, ainsi que les rapports sociaux dans les espaces publics ou collectifs,

Considérant les crédits disponibles inscrits au budget primitif du Budget Principal 2023, chapitre 65, au compte 6574,

Considérant qu'en application de l'article 10-1 de la loi du 12 avril 2000 susvisée, « toute association ou fondation qui sollicite l'octroi d'une subvention au sens de l'article 9-1 auprès d'une autorité administrative ou d'un organisme chargé de la gestion d'un service public industriel et commercial s'engage, par la souscription d'un contrat d'engagement républicain (cf. document ci-joint) :

1° A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;

2° A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;

3° A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** l'attribution d'une subvention d'un montant de 4 000 € pour le poste du médiateur et de 2 000 € pour l'achat d'un camion benne et 856 € pour l'achat d'une table à repasser, à l'association EREQUA'SOL au titre de l'année 2023.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des finances à procéder au versement de cette subvention et à signer tout document dans ce cadre.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 57 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 1 élu ne prend pas part au vote (M. Francis GRELLIER au nom de Mme Véronique ABELIN-DRAPRON).

2023-16 Association Re-pères - Attribution d'une subvention pour l'année 2023

Monsieur le Président rappelle que l'association a pour objet de soutenir les pères séparés dans l'exercice de leur parentalité. Il est proposé d'attribuer la même subvention qu'en 2022, à savoir 4 500 euros. En l'absence de question, il soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que l'association Re-pères 17 a été créée le 02 juillet 2020.

L'association Re-pères 17 a pour objet de soutenir des parents séparés dans l'exercice de leur parentalité afin de permettre à des enfants de grandir dans un climat familial le plus bienveillant possible, prévenir des violences intra-familiales et des inégalités sociales.

L'activité principale de l'association est d'accompagner les pères séparés dans l'accès et l'exercice de leur parentalité, dans le respect du droit de la famille et dans l'intérêt de l'enfant.

L'association Re-pères répond aux différentes questions ou besoins exprimés par les pères séparés.

Cet accompagnement permet aux pères de retrouver une place par rapport à leurs enfants et de retrouver une utilité dans la société.

Au regard des objectifs travaillés par les professionnels de cette association auprès des pères, la Communauté d'Agglomération souhaite soutenir cette association dans l'exercice de son activité.

Il est proposé au conseil communautaire d'attribuer à l'association Re-pères 17 une subvention d'un montant de 4 500€ pour l'année 2023.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles 9-1, 10 et 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023 et notamment l'article 6, I, 4°) relatif à la « Politique de la ville dans la Communauté », et plus particulièrement l'animation et la coordination des dispositifs locaux de prévention de la délinquance,

Vu la délibération n°CC_2022_209 du Conseil Communautaire en date du 8 décembre 2022 portant vote du budget primitif du Budget Principal 2023,

Considérant la volonté de la Communauté d'Agglomération de Saintes de soutenir des projets de prévention de la délinquance sur le territoire,

Considérant que l'association Re-pères accompagne les pères dans leurs besoins et dans l'exercice de leur parentalité,

Considérant que de redonner la place du père peut contribuer à replacer le père et les enfants en développement dans une dynamique positive,

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2023 au compte chapitre 65, au compte 6574,

Considérant qu'en application de l'article 10-1 de la loi du 12 avril 2000 susvisée, « toute association ou fondation qui sollicite l'octroi d'une subvention au sens de l'article 9-1 auprès d'une autorité administrative ou d'un organisme chargé de la gestion d'un service public industriel et commercial s'engage, par la souscription d'un contrat d'engagement républicain (cf. document ci-joint) :

1° A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;

2° A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;

3° A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver l'attribution d'une subvention d'un montant de 4 500€ pour l'année 2023 à l'association Re-pères.

- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant en charge des Finances à procéder au versement de cette subvention et à signer tout document dans ce cadre.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 58 Voix pour*
- 0 Voix contre*
- 0 Abstention*
- 0 Ne prend pas part au vote*

2023-17. Association Enquête Médiation (AEM) - Attribution d'une subvention pour l'année 2023

Monsieur le Président indique que l'AEM est une association socio-judiciaire. Elle porte notamment le dispositif d'Accompagnement Individuel Renforcé. Il est proposé d'allouer une subvention de 2 000 euros.

Monsieur Pierre MAUDOUX demande quel était le montant en 2022.

Monsieur le Président répond qu'il était de 4 000 euros.

Monsieur Pierre MAUDOUX souhaite savoir si l'association a sollicité un montant inférieur, ou si cette décision émane de l'Agglomération.

Monsieur le Président observe que les associations demandent généralement une somme plus importante que celle qui est attribuée. L'Agglomération a fait le choix de diminuer l'aide, l'association relevant davantage du champ départemental. Cette décision a été travaillée avec les services, ainsi qu'avec les associations.

Monsieur Pierre MAUDOUX trouve cette décision regrettable, il considère que le sujet est important.

En l'absence d'autres questions, Monsieur le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que l'Association Enquête Médiation (AEM) est une association socio-judiciaire. Les champs d'intervention de l'A.E.M. sont multiples :

- Mesures socio-judiciaires pénales***
- Prévention de la délinquance***
- Individualisation des sanctions***
- Développement des mesures alternatives (stages)***
- Mesures socio-judiciaires civiles***

- *Résolution amiable des conflits*
- *Accès aux droits*
- *Soutien à la parentalité*

La mise en place de l'Accompagnement Individuel Renforcé (AIR) consiste en un accompagnement social et un suivi judiciaire thérapeutique renforcé. Cet accompagnement vise à améliorer la prévention de la récidive de la part de personnes, connues de l'institution judiciaire, dont la délinquance paraît en lien, à un titre ou à un autre, avec une addiction à l'alcool ou aux stupéfiants.

La Communauté d'Agglomération souhaite à travers le CISPD soutenir des associations œuvrant dans le champ de la prévention de la délinquance et de la lutte contre la récidive.

Au regard des axes prioritaires (Agir plus tôt et aller plus loin dans la prévention (pour l'enfance et la jeunesse), Aller vers les personnes vulnérables pour mieux les protéger, La sécurité au quotidien) de la nouvelle Stratégie Intercommunale de Prévention de la Délinquance (SIPD), la Communauté d'Agglomération souhaite soutenir l'association AEM dans le dispositif d'AIR.

Il est proposé au Conseil Communautaire d'attribuer une subvention d'un montant de 2 000 € à l'association AEM pour l'année 2023.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles 9-1, 10 et 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023, et notamment l'article 6, I, 4°) relatif à la « Politique de la ville dans la Communauté », et plus particulièrement l'animation et la coordination des dispositifs locaux de prévention de la délinquance,

Vu la délibération n°CC_2022_209 du Conseil Communautaire en date du 8 décembre 2022 portant vote du budget primitif du Budget Principal 2023,

Considérant les crédits disponibles inscrits au budget primitif 2023, chapitre 65 et au compte 6574,

Considérant qu'en application de l'article 10-1 de la loi du 12 avril 2000 susvisée, « toute association ou fondation qui sollicite l'octroi d'une subvention au sens de l'article 9-1 auprès d'une autorité administrative ou d'un organisme chargé de la gestion d'un service public industriel et commercial s'engage, par la souscription d'un contrat d'engagement républicain :

1° A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;

2° A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;

3° A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'attribuer une subvention d'un montant de 2 000 € pour l'année 2023 à l'association AEM.

- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant en charge des Finances à procéder au versement de cette subvention et à signer tout document dans ce cadre.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 56 Voix pour
- 0 Voix contre
- 2 Abstentions (M. François EHLINGER et M. Pierre MAUDOUX).
- 0 Ne prend pas part au vote

2023-18. Centre d'Information des Droits et des Familles de Charente-Maritime (CIDFF) - Attribution

d'une subvention pour l'année 2023

Monsieur le Président rappelle les différentes actions menées par le CIDFF. Il est proposé d'attribuer une subvention d'un montant de 6 000 euros, dont 3 000 € pour le service d'information juridique et 3 000 € pour le service d'aide aux victimes. Le montant était de 4 500 euros en 2022.

Madame René BENCHIMOL-LAURIBE se réjouit qu'une association réalise un tel travail, et que sa subvention ait été augmentée.

Monsieur le Président déclare que l'augmentation s'explique par les activités de l'association en lien avec le CISPD.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE observe que les femmes se trouvent souvent dans des situations compliquées, et reçoivent peu de soutien et d'aide. Cette association est remarquable à cet égard.

Monsieur le Président partage ce point de vue, en l'absence de question, il soumet la délibération au vote

* * * * *

Le rapporteur rappelle que l'association CIDFF- Centre d'Information des Droits et des Familles de Charente-Maritime, œuvre dans le champ de la prévention et de l'accompagnement des femmes et des familles.

A ce titre le CIDFF mène différentes actions telles :

- *Accompagnement vers l'emploi*
- *Information juridique*
- *Prévention de la prostitution et accompagnement à la sortie du parcours de prostitution*
- *Service d'aide aux victimes*

La Communauté d'Agglomération souhaite à travers le CISPD soutenir des associations œuvrant dans le champ de la prévention de la délinquance et de la lutte contre la récidive.

Au regard des axes prioritaires (Agir plus tôt et aller plus loin dans la prévention (pour l'enfance et la jeunesse), Aller vers les personnes vulnérables pour mieux les protéger, La sécurité au quotidien) de la nouvelle Stratégie Intercommunale de Prévention de la Délinquance (SIPD), la Communauté d'Agglomération souhaite soutenir l'association CIDFF pour 2 actions (Information juridique et service d'aide aux victimes).

Il est proposé au Conseil Communautaire d'attribuer une subvention d'un montant de 6 000 € à l'association CIDFF pour l'année 2023.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles 9-1, 10 et 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023, et notamment l'article 6, I, 4°) relatif à la « Politique de la ville dans la Communauté », et plus particulièrement l'animation et la coordination des dispositifs locaux de prévention de la délinquance,

Vu la délibération n°CC_2022_209 du Conseil Communautaire en date du 8 décembre 2022 portant vote du budget primitif du Budget Principal 2023,

Vu la demande de subvention d'un montant de 10 000 € sollicité par le CIDFF pour l'année 2023,

Considérant les crédits disponibles inscrits au budget primitif 2023, chapitre 65 et au compte 6574,

Considérant qu'en application de l'article 10-1 de la loi du 12 avril 2000 susvisée, « toute association ou fondation qui sollicite l'octroi d'une subvention au sens de l'article 9-1 auprès d'une autorité administrative ou d'un organisme chargé de la gestion d'un service public industriel et commercial s'engage, par la souscription d'un contrat d'engagement républicain :

1° A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;

2° A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;

3° A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'attribuer** une subvention d'un montant de 6 000 € pour l'année 2023 à l'association CIDFF : 3 000€ pour l'action (information juridique) et 3 000€ pour l'action (service d'aide aux victimes).

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des Finances, à procéder au versement de cette subvention et à signer tout document dans ce cadre.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 57 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2023-19. Maison des Adolescents et des Jeunes Adultes (MDAJA) - Attribution d'une subvention pour l'année 2023

Madame Caroline AUDOUIN précise que l'association a été créée en 2009 à La Rochelle. Elle a créé une antenne à Saintes en 2021, composée d'une équipe pluridisciplinaire de trois infirmières, deux psychologues et quatre éducateurs spécialisés. Ce lieu ressource accueille les jeunes de 12 à 25 ans et leur entourage de manière gratuite, confidentielle et sans rendez-vous. Sa mission est d'accueillir, d'écouter, d'informer et d'accompagner les adolescents et les jeunes adultes ainsi que leurs parents, et de les orienter vers des structures partenaires telles que Tremplin 17, le planning familial ou l'hôpital. Dans le but de développer l'antenne située à Saintes et d'accompagner les actions qui entrent dans le cadre du Contrat Local de Santé, notamment l'axe 1 visant à promouvoir la santé mentale et à lutter contre la souffrance psycho-sociale, une subvention d'un montant de 3 000 euros est sollicitée. L'association n'a pas demandé de subvention l'année dernière.

Monsieur Jean-Pierre ROUDIER souhaite savoir où est situé le local de l'association.

Madame Caroline AUDOUIN répond qu'il se trouve au 2, rue René Cassin.

Monsieur Jean-Pierre ROUDIER demande qui assure le financement des salaires.

Madame Caroline AUDOUIN précise qu'il s'agit de l'ARS, du Conseil Départemental, de la CAF et de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités.

En l'absence d'autres questions, Monsieur le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que la Maison des Adolescents et des Jeunes Adultes 17 s'est implantée à Saintes en 2021. L'activité de la MDAJA vise à favoriser un mieux-être de la population adolescente du département en proposant un accueil et une écoute globale, bienveillante, neutre et laïque. Cela concerne toutes les questions et/ou les problématiques qui peuvent se poser à cet âge charnière.

La MDAJA17 a pour objectifs de :

- Accueillir, écouter, informer, évaluer, accompagner les adolescents et les jeunes adultes, les orienter vers des structures partenaires de droit commun si besoin,
- Accueillir et soutenir les parents,
- Accueillir et soutenir les professionnels,
- Proposer et animer des groupes pour les adolescents et les parents.

La MDAJA souhaite pérenniser et développer l'antenne de Saintes et sollicite une subvention auprès de la CDA.

Cette demande entre dans le cadre du Contrat Local de Santé Saintonge Romane, plus particulièrement l'axe 1 « Promouvoir la santé mentale et lutter contre la souffrance psychosociale » et l'enjeu 1 « Favoriser l'accès de la population à l'offre de soins psychiatriques ».

Il est proposé au Conseil Communautaire d'attribuer une subvention d'un montant de 3 000 € à la Maison des Adolescents et des Jeunes Adultes (MDAJA) pour l'année 2023,

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023, et notamment l'article 6, II, 2°), relatif à la compétence optionnelle « action sociale d'intérêt communautaire »,

Vu la délibération n°2016-13 du Conseil Communautaire en date du 5 avril 2016, transmis en Sous-Préfecture le 6 avril 2016, définissant d'intérêt communautaire l'action sociale santé et la rattachant à la compétence optionnelle action sociale,

Vu la délibération n°2019-224 du Conseil Communautaire du 19 décembre 2019 portant autorisation de signer le Contrat Local de Santé Saintonge Romane,

Vu le Contrat Local de Santé Saintonge Romane signé par la Communauté d'Agglomération de Saintes le 30 janvier 2020,

Vu la délibération n°CC_2022_209 du Conseil Communautaire en date du 8 décembre 2022 portant vote du budget primitif du Budget Principal 2023,

Vu la demande de subvention formulée par la Maison des Adolescents et des Jeunes Adultes 17,

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2023, chapitre 65, compte 6574,

Considérant qu'en application de l'article 10-1 de la loi du 12 avril 2000 susvisée, « toute association ou fondation qui sollicite l'octroi d'une subvention au sens de l'article 9-1 auprès d'une autorité administrative ou d'un organisme chargé de la gestion d'un service public industriel et commercial s'engage, par la souscription d'un contrat d'engagement républicain :

1° A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;

2° A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;

3° A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'attribuer une subvention d'un montant de 3 000€ à la Maison des Adolescents et des Jeunes Adultes au titre de l'année 2023.

- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant en charge des Finances à signer tous les documents nécessaires au versement de cette subvention.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 58 Voix pour***
- 0 Voix contre***
- 0 Abstention***
- 0 Ne prend pas part au vote***

ÉDUCATION ENFANCE FAMILLE

2023-20. Modification de l'annexe financière n° 2 du règlement de fonctionnement des structures petite enfance - Approbation des tarifs 2023

Madame Véronique CAMBON présente la délibération.

Monsieur Pierre MAUDOUX a cru comprendre que la CNAF décidait des tarifs. Or, il est demandé à la CDA de les valider. Il s'interroge sur cette contradiction.

Madame Véronique CAMBON précise qu'il est obligatoire de voter ce règlement, afin d'en prendre connaissance. Le tarif plancher est de 754 euros cette année, tandis que le tarif plafond est de 6 000 euros. Au niveau de l'Agglomération, il est réactualisé en fonction du coût de la vie, en respectant ces taux.

En l'absence d'autres questions, Monsieur le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que les tarifs de la petite enfance sont fixés par la Caisse Nationale d'allocations familiales (CNAF) et sont identiques sur l'ensemble du territoire national. Ils sont calculés en fonction des ressources des familles et du nombre d'enfants à charge.

La CAF impose les taux de participation des familles pour calculer les tarifs horaires et en contrepartie, complète pour atteindre un tarif fixé en fonction des prestations offertes par l'établissement (fourniture des couches, des repas). En 2022, le montant pour la CDA de Saintes était de 5,78€/h (participation des familles + CAF).

*La CNAF détermine chaque année un plancher et un plafond de ressources à prendre en compte. En cas d'absence de ressources, on doit considérer un forfait minimal de ressources appelé « **Plancher** » et le « **plafond** » correspond à une limite de ressources mensuelles au-dessus de laquelle le tarif ne varie plus.*

Le barème national des participations familiales en EAJE financé par la PSU à compter de janvier 2023, publié par la Caisse Nationale d'Allocations Familiales, fixant le tarif plafond mensuel à 6.000,00€ pour l'année 2023 (identique à 2022), et les taux de participation familiale pour l'année 2023 (identique à 2022) selon le tableau ci-dessous :

	Nombre d'enfants à charge					
	1	2	3	4 à 5	6 à 7	8 à 10
Accueil collectif	0,0619%	0,0516%	0,0413%	0,0310%	0,0310%	0,0206%
Accueil familial	0,0516%	0,0413%	0,0310%	0,0310%	0,0206%	0,0206%

Ce taux est appliqué aux ressources nettes annuelles N-2/12 pour déterminer le tarif horaire.

La CNAF a évalué le tarif Plancher pour 2023 à 754,16€,

Le tarif moyen (obtenu en divisant la participation des familles variable selon les revenus des familles et le nombre d'enfants à charge par les heures facturées) pour 2023 (calculé sur l'année 2022) s'élève à 1,50€/h, toutes structures confondues, mais qu'il doit être calculé pour chacune des structures,

	Participations familles	Heures facturées	Prix moyen/heure
A petits pas	16 731,45 €	18 346,00	0,91 €
La Passerelle	44 912,15 €	29 571,91	1,52 €
1,2,3 soleil (crèche collective)	116 471,36 €	67 279,91	1,73 €
1,2,3 soleil (crèche familiale)	50 648,96 €	35 939,24	1,41 €
Micro-crèche	21 037,96 €	15 417,00	1,36 €
TOTAL	249 801,88 €	166 554,06	1,50 €

*La CDA doit délibérer chaque année pour pouvoir appliquer le tarif plancher et le tarif plafond déterminé par la CNAF, mais aussi le **tarif moyen** qui est utilisé comme tarif d'accueil d'urgence.*

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article L. 311-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles précisant que « pour chaque établissement ou service social ou médico-social, il est élaboré un projet d'établissement ou de service, qui définit ses

objectifs, notamment en matière de coordination, de coopération et d'évaluation des activités et de la qualité des prestations, ainsi que ses modalités d'organisation et de fonctionnement »,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023, et notamment l'article 6, III, 2°), relatif à l'«Education Enfance Jeunesse», comprenant entre autres « La Petite Enfance (enfants de 0 à 3 ans) »,

Vu la délibération n°2020-122 du Conseil Communautaire en date du 30 juillet 2020, transmise au contrôle de légalité le 6 août 2020, portant délégation du Conseil Communautaire au Bureau Communautaire notamment pour « Approuver le règlement intérieur concernant les services ou structures de l'établissement (aire d'accueil des gens du voyage, hôtel d'entreprises, établissements d'accueil de l'enfance et de la petite enfance, équipements aquatiques, politique des déchets...) hors tarification ainsi que leurs avenants »,

Vu la délibération n°2022-10 du Conseil Communautaire en date du 10 février 2022 portant modification de l'annexe n°2 du règlement de fonctionnement des établissements petite enfance et approbation des tarifs 2022,

Vu la délibération n°2022-6 du Bureau Communautaire en date du 29 mars 2022, approuvant le règlement de fonctionnement des établissements petite enfance de la CDA de Saintes et l'annexe n°1 fixant la modularité,

Considérant que l'annexe n°2 du règlement de fonctionnement des structures de la petite enfance, relative à l'approbation des tarifs, fait l'objet d'une adoption en Conseil Communautaire,

Considérant que les tarifs plafond et plancher pratiqués dans les structures petite enfance sont fixés par la Caisse Nationale des Allocations Familiales (CNAF), ainsi que les taux de participation familiale,

Considérant la volonté de la Communauté d'Agglomération de Saintes d'harmoniser la tarification des structures petite enfance, le tarif d'accueil d'urgence s'aligne sur le tarif moyen,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'abroger** l'annexe financière n°2 du règlement de fonctionnement des structures petite enfance portant sur les tarifs approuvés par délibération n°2022-10 du Conseil Communautaire en date du 10 février 2022 à compter du 1^{er} janvier 2023.
- **d'approuver** l'annexe financière n°2 du règlement de fonctionnement des structures petite enfance portant sur les tarifs ci-jointe applicable à compter du 1^{er} janvier 2023.
- **de procéder** à sa diffusion auprès des familles bénéficiant de ce service et son affichage au sein des structures petite enfance de la Communauté d'Agglomération de Saintes ainsi qu'au siège de la CDA à l'accueil de la Direction Education Enfance Famille.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 58 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2023-21. Subvention allouée dans le cadre du fonds initiatives jeunes : Emancip'Action

Madame Véronique CAMBON déclare que cette année encore, le souhait est d'encourager les initiatives des jeunes du territoire. L'appel à projets « Emancip'Action » a ainsi été reconduit. Il permet de soutenir les projets portés par les jeunes de 11 à 17 ans, avec le soutien d'une association, d'une structure territoriale ou d'un établissement scolaire. Le montant de cette aide correspond à une enveloppe de 500 euros, et ne peut excéder 90% du coût global du projet. Un projet a été déposé et a recueilli un avis positif du jury. La Junior Association Los Ninos, composée de 14 jeunes âgés de 11 à 13 ans, a eu l'idée de créer une marque de vêtements streetwear « Los Ninos Brand ». La promotion de cette marque et la réalisation d'un défilé de mode se tiendront lors de la fête de la Saintonge durable le samedi 10 juin 2023. Les jeunes sont attachés à des valeurs éthiques et durables. Ils travaillent des vêtements de seconde main, obtenus à l'aide la friperie La Bretelle. Il est possible de suivre cette association sur les réseaux sociaux.

En l'absence de question, Monsieur le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que la Communauté d'Agglomération de Saintes a décidé d'encourager les initiatives des jeunes de l'Agglomération Saintaise pour les aider à relever les défis qui s'offrent à eux en termes d'accès à l'autonomie, d'épanouissement personnel et collectif, d'engagement solidaire et citoyen. L'Appel à projet " Emancip'Action " permet de soutenir les projets portés par les jeunes de 11 à 17 ans, avec le soutien d'une association, d'une structure territoriale ou d'un établissement scolaire. Le projet devra présenter un caractère de défi collectif pour le groupe de jeunes et marquer une étape décisive en matière de prise d'autonomie, de sorte à constituer un tremplin vers une citoyenneté active des jeunes.

Bénéficiaires :

- Être âgé de 11 à 17 ans inclus
- Être domicilié sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Saintes
- Être 2 personnes minimum
- Avoir un relais institutionnel (association ; collectivités ; établissements scolaires...) pour la réception de la subvention ou être détenteur d'un compte bancaire en tant que Junior Association.
- Possibilité d'être aidé par un accompagnateur local (animateur, professeur, parent, autre jeune expérimenté dans ce type de projet...).

Le dispositif retiendra les projets s'inscrivant dans la démarche participative des jeunes et sera ouvert à tous les champs d'intervention : vie locale, création artistique, culture, sport, solidarité locale et à l'international, humanitaire, développement durable, mobilité ...

Le soutien de la Communauté d'Agglomération est apporté sous forme d'un virement à destination d'organismes institutionnels, tels que les Juniors Associations, les structures d'accompagnement de jeunes, les établissements scolaires, les municipalités... Ces derniers se porteront garants de la bonne gestion du financement par les jeunes et devront signer le document d'engagement sur l'honneur. La structure en question pourra également établir une convention avec les jeunes (et leurs parents) afin de s'assurer de l'accord passé avec les jeunes.

L'aide octroyée est plafonnée à 500 € et ne pourra pas excéder 90% du coût global du projet.

Cependant, les actions d'autofinancement, la participation des familles et les co-financements sont vivement encouragés et font l'objet d'une plus-value lors de l'examen des dossiers. La subvention ne comprend pas le coût ou une partie du coût de l'accompagnant qu'il soit professionnel ou non.

Un projet a été déposé et a recueilli un avis positif du jury présidé par Madame CAMBON, vice-présidente déléguée à la jeunesse :

- **Projet de la Junior Association Los Ninos** (14 jeunes de 11 à 13 ans de la CDA) pour le développement de leur marque de vêtements Street Wear « LOS NINOS », la promotion de celle-ci et la préparation de leur défilé de mode qu'ils réaliseront lors de la fête de la Saintonge le samedi 10 juin 2023 au Jardin Public. Les jeunes sont attachés à des valeurs éthiques et durables en customisant, transformant, sérigraphiant, floquant et brodant des vêtements de seconde main obtenus à l'aide de la friperie LA BRETELLE et Clarisse TAPON qui récupèrent des vêtements stockés par CYCLAD à l'entrepôt de Surgères.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023 et notamment l'article 6, III, 2°), « Education Enfance Jeunesse »,

Vu la délibération n°2020-200 du Conseil Communautaire en date du 22 septembre 2020, portant sur la validation du dispositif « Emancip'Action » comprenant notamment le dossier de demande ainsi que le règlement de fonctionnement,

Considérant les modalités de candidatures définies dans le règlement de fonctionnement du dispositif,

Considérant les critères d'examen des projets définis dans le règlement de fonctionnement du dispositif notamment :

- le sérieux et la présentation du dossier
- la faisabilité du projet
- le défi pour soi relevé par le groupe
- les compétences à mobiliser ou à acquérir à l'occasion de la mise en œuvre du projet
- la démarche participative et l'implication des jeunes
- l'impact en termes d'émancipation citoyenne des jeunes
- l'originalité de l'action, son caractère innovant
- les projets faisant l'objet de co-financement (autres subventions, participations des familles, actions d'autofinancement)
- la complémentarité des jeunes dans le groupe et le partage des rôles
- les éléments de valorisation proposés et la viabilité du plan d'action proposé pour le réaliser
- le potentiel de perfectibilité et de pérennisation du projet
- la volonté des jeunes à témoigner et à transmettre dans une optique d'effet multiplicateur auprès d'autres jeunes
- les jeunes sensibilisés à la dynamique associative

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2023 au compte 6574,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'attribuer** une subvention de 500 € à Junior Association Los Ninos pour le développement et la promotion de leur marque de vêtements Street Wear « LOS NINOS » et la préparation de leur défilé de mode 2023.

- **d'autoriser** Monsieur le Président ou son représentant en charge des Finances à procéder au versement de cette subvention et à signer tout document y afférant.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 58 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2023-22. Association Les Aventuriers - Autorisation de signer une convention d'objectifs et de financement pour l'année 2023

Monsieur Éric PANNAUD indique que l'association est basée sur la ville de Chaniers, elle assure le service périscolaire et l'accueil extra-scolaire. La subvention a déjà été votée, toutefois il est nécessaire de signer cette convention d'objectifs afin qu'elle puisse être délivrée.

En l'absence de question, Monsieur le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que dans le cadre de sa compétence « Education Enfance Jeunesse », la CDA de Saintes soutient financièrement les associations accueillant les enfants sur le temps périscolaire et extrascolaire.

L'association Les Aventuriers, située 6 avenue du 8 mai 1945 à Chaniers, entre dans ce cadre puisqu'elle accueille des enfants de 3 à 17 ans sur le temps périscolaire matin et soir, le mercredi avec un effectif moyen de 45 enfants/jour et pendant les vacances scolaires avec un effectif moyen de 35 enfants/jour (période de référence 4^{ème} trimestre 2022).

L'association s'engage à mettre en œuvre des actions qui s'appuient sur son projet éducatif et qui s'inscrivent dans la Convention Territoriale Globale.

Pour l'Accueil de loisirs des 3-17 ans l'association s'engage à :

- proposer une offre d'activités diversifiées favorisant un éveil culturel, artistique et citoyen,
- contribuer à l'élaboration des camps et séjours en direction des jeunes de la CDA de Saintes,
- appliquer la tarification votée par la CDA de Saintes en direction des familles bénéficiaires,

– accompagner les projets permettant de renforcer la communauté éducative (parents, environnement de l'enfant et du jeune). D'une façon générale, les projets répondant à ces objectifs prioritaires font l'objet d'une évaluation spécifique sur la base de critères co-construits et peuvent évoluer au fil de l'année.

Les missions de l'association ouvrent droit à versement d'une prestation de la part de la CAF dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse. Jusqu'à fin 2022, cette prestation était versée à la CDA. Le Contrat Enfance Jeunesse devient Bonus Territoire au 1^{er} janvier 2023 et la CAF verse désormais ladite prestation directement à l'association.

Afin de maintenir en 2023 une subvention équivalente à 2022 pour l'association, la part qui sera désormais versée par la CAF a été déduite du montant de la subvention versée par la CDA.

En conséquence, le Conseil Communautaire, lors du vote du Budget Primitif le 8 décembre 2022, a attribué à l'association Les Aventuriers une subvention d'un montant de 111 641 € pour l'année 2023 afin qu'elle mène à bien ces actions.

Compte tenu du montant proposé et de la nature de la subvention, il est nécessaire de conclure une convention d'objectifs et de financement fixant les modalités de versement de la subvention.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Education,

Vu les articles 9-1, 10 et 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu l'article 1^{er} du décret n°2001-495 du 6 juin 2001 fixant l'obligation pour l'autorité administrative de conclure une convention avec l'organisme de droit privé bénéficiant d'une subvention dont le montant annuel dépasse 23 000€,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023, et notamment l'article 6, III, 2°), relatif à l'«Education Enfance Jeunesse»,

Vu la demande de subvention formulée par l'association Les Aventuriers pour l'année 2023,

Vu la délibération n°2022-209 du Conseil Communautaire en date du 8 décembre 2022, portant vote du budget primitif du Budget Principal 2023, et notamment l'annexe budgétaire portant attribution d'une subvention d'un montant 111.641 € pour l'année 2023 à l'association Les Aventuriers pour mener à bien les actions et projets de l'accueil de loisirs « Les Aventuriers »,

Considérant que les actions de l'association Les Aventuriers s'inscrivent dans le Projet Educatif Global de Territoire,

Considérant qu'il est nécessaire de conclure une convention d'objectifs et de financement entre la CDA de Saintes et l'Association Les Aventuriers,

Considérant qu'en application de l'article 10-1 de la loi du 12 avril 2000 susvisée, « toute association ou fondation qui sollicite l'octroi d'une subvention au sens de l'article 9-1 auprès d'une autorité administrative ou d'un organisme chargé de la gestion d'un service public industriel et commercial s'engage, par la souscription d'un contrat d'engagement républicain :

1° A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;

2° A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;

3° A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver les termes de la convention d'objectifs et de financement ci-jointe.**

- **d'autoriser** le Président ou son représentant en charge de l'Education, l'Enfance et la Jeunesse, à signer ladite convention ainsi que tous documents afférents.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 58 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2023-23. Association Les Frimousses - Autorisation de signer une convention d'objectifs et de financement pour l'année 2023

Monsieur Éric PANNAUD précise que cette association assure le même type de services que les Aventuriers, mais est située à Corme-Royal.

En l'absence de question, Monsieur le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que dans le cadre de sa compétence « Education Enfance Jeunesse », la CDA de Saintes soutient financièrement les associations accueillant les enfants sur le temps périscolaire et extrascolaire.

L'association Les Frimousses, située 8 rue du Fief du Moulin à Corme-Royal, entre dans ce cadre puisqu'elle accueille des enfants de 3 à 14 ans sur le temps périscolaire matin et soir, le mercredi avec un effectif moyen de 69 enfants/jour et pendant les vacances scolaires avec un effectif moyen de 49 enfants/jour (période de référence 4^{ème} trimestre 2022).

L'association « Les frimousses » s'engage à mettre en œuvre des actions qui s'appuient sur son projet éducatif et qui s'inscrivent dans la Convention Territoriale Globale. L'Accueil de loisirs pour les 3-14 ans sur les temps extrascolaires et périscolaires vise à :

- Proposer une offre d'activités diversifiées favorisant un éveil culturel, artistique et citoyen sur le temps extra-scolaire,
- Appliquer la tarification votée par la CDA de Saintes en direction des familles bénéficiaires,
- Contribuer à l'élaboration des camps et séjours à destination des jeunes du territoire de la CDA de Saintes,
- Accompagner les projets permettant de renforcer la communauté éducative (parents, environnement de l'enfant et du jeune). D'une façon générale, les projets répondant à ces objectifs prioritaires font l'objet d'une évaluation spécifique sur la base de critères co-construits et peuvent évoluer au fil de l'année.

Les missions de l'association ouvrent droit à versement d'une prestation de la part de la CAF dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse. Jusqu'à fin 2022, cette prestation était versée à la CDA. Le Contrat Enfance Jeunesse devient Bonus Territoire au 1^{er} janvier 2023 et la CAF verse désormais ladite prestation directement à l'association.

Afin de maintenir en 2023 une subvention équivalente à 2022 pour l'association, la part qui sera désormais versée par la CAF a été déduite du montant de la subvention versée par la CDA.

En conséquence, le Conseil Communautaire, lors du vote du Budget Primitif le 8 décembre 2022, a attribué à l'association Les Frimousses une subvention d'un montant de 121 033 € pour l'année 2023 afin qu'elle mène à bien ces actions.

Compte tenu du montant proposé et de la nature de la subvention, il est nécessaire de conclure une convention d'objectifs et de financement fixant les modalités de versement de la subvention.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Education,

Vu les articles 9-1, 10 et 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu l'article 1^{er} du décret n°2001-495 du 6 juin 2001 fixant l'obligation pour l'autorité administrative de conclure une convention avec l'organisme de droit privé bénéficiant d'une subvention dont le montant annuel dépasse 23 000€,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023, et notamment l'article 6, III, 2°), relatif à l'«Education Enfance Jeunesse»,

Vu la demande de subvention formulée par l'association Les Frimousses pour l'année 2023,

Vu la délibération n°2022-209 du Conseil Communautaire en date du 8 décembre 2022, portant vote du budget primitif du Budget Principal 2023, et notamment l'annexe budgétaire portant attribution d'une subvention d'un montant de 121 033 € pour l'année 2023 à l'association Les Frimousses pour mener à bien les actions et projets de l'accueil de loisirs,

Considérant que les actions de l'association Les Frimousses s'inscrivent dans le Projet Educatif Global de Territoire,

Considérant qu'il est nécessaire de conclure une convention d'objectifs et de financement entre la CDA de Saintes et l'Association Les Frimousses,

Considérant qu'en application de l'article 10-1 de la loi du 12 avril 2000 susvisée, « toute association ou fondation qui sollicite l'octroi d'une subvention au sens de l'article 9-1 auprès d'une autorité administrative ou d'un organisme chargé de la gestion d'un service public industriel et commercial s'engage, par la souscription d'un contrat d'engagement républicain :

1° A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;

2° A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;

3° A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** les termes de la convention d'objectifs et de financement ci-jointe.
- **d'autoriser** le Président ou son représentant en charge de l'Education et de l'Enfance, à signer ladite convention ainsi que tous documents afférents.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 58 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2023-24. Association Le Pidou - Attribution d'une subvention et autorisation de signer une convention d'objectifs et de financement pour l'année 2023

Monsieur Philippe CALLAUD indique que l'effectif d'accueil moyen de l'association est de 102 enfants le mercredi, et de 86 enfants par jour durant les vacances scolaires. Une partie des subventions étaient issues de la CAF dans le cadre de la CTG. Depuis le 1^{er} janvier 2023, la CAF verse directement sa subvention aux associations, tandis que la CDA maintient la subvention qu'elle versait en 2022, soit 256 033 euros.

Monsieur le Président rappelle que le vote ne porte pas sur la subvention, qui a déjà été décidée, mais sur la convention entre les associations. En l'absence de question, il soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que dans le cadre de sa compétence « Education Enfance Jeunesse », la CDA de Saintes soutient financièrement les associations accueillant les enfants sur le temps périscolaire et extrascolaire.

L'association Le Pidou entre dans ce cadre puisqu'elle accueille des enfants de 3 à 17 ans le mercredi avec un effectif moyen de 102 enfants/jour et pendant les vacances scolaires avec un effectif moyen de 86 enfants/jour (période de référence 2021).

L'association Le Pidou s'engage à mettre en œuvre des actions qui s'appuient sur son projet éducatif et qui s'inscrivent dans la Convention Territoriale Globale (CTG). L'association pourra prévoir des interventions complémentaires répondant à des projets pédagogiques particuliers, en précisant le nombre d'heures, les intervenants et les écoles référentes.

L'accueil des enfants vise à :

- Proposer une offre d'activités diversifiées favorisant un éveil culturel, artistique et citoyen sur le temps extra-scolaire, et périscolaire,*
- Appliquer la tarification votée par la CDA de Saintes en direction des familles bénéficiaires,*
- Contribuer à l'élaboration des camps et séjours à destination des jeunes du territoire de la CDA de Saintes,*
- Accompagner les projets permettant de renforcer la communauté éducative (parents, environnement de l'enfant et du jeune). D'une façon générale, les projets répondant à ces objectifs prioritaires font l'objet d'une évaluation spécifique sur la base de critères co-construits et peuvent évoluer au fil de l'année.*

Les missions menées par l'association sont inscrites dans la CTG et ouvrent droit à versement d'une prestation de la part de la CAF dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse. Jusqu'à fin 2022, cette prestation était versée à la CDA. Le Contrat Enfance Jeunesse devient Bonus Territoire au 1^{er} janvier 2023 et la CAF verse désormais ladite prestation directement à l'association.

Afin de maintenir en 2023 une subvention équivalente à 2022 pour l'association, la part qui sera désormais versée par la CAF a été déduite du montant de la subvention versée par la CDA.

Par conséquent, il est proposé par la présente délibération d'attribuer à l'association Le Pidou une subvention d'un montant de 256 033 € pour l'année 2023 afin qu'elle mène à bien les actions.

Compte tenu du montant proposé et de la nature de la subvention, il est nécessaire de conclure une convention d'objectifs et de financement fixant les modalités de versement de la subvention.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Education,

Vu les articles 9-1, 10 et 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu l'article 1^{er} du décret n°2001-495 du 6 juin 2001 fixant l'obligation pour l'autorité administrative de conclure une convention avec l'organisme de droit privé bénéficiant d'une subvention dont le montant annuel dépasse 23 000€,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023, et notamment l'article 6, III, 2°), relatif à l'«Education Enfance Jeunesse»,

Vu la délibération n°2022-209 du Conseil Communautaire en date du 8 décembre 2022, portant vote du budget primitif du Budget Principal 2023,

Vu la demande de subvention formulée par l'association Le Pidou pour l'année 2023,

Considérant que l'accueil de loisirs Le Pidou situé 4 allée de la Guyarderie à Saintes accueille des enfants âgés de 3 à 17 ans sur le temps périéducatif et extrascolaire,

Considérant que la Communauté d'Agglomération de Saintes a la possibilité de soutenir sous forme de subvention la réalisation des actions de ladite association,

Considérant que les actions de l'association Le Pidou s'inscrivent dans la Convention Globale de Territoire,

Considérant que dans ce cadre, il est proposé de verser à l'association Le Pidou une subvention pour l'année 2023 d'un montant de 256.033 €,

Considérant les crédits nécessaires prévus au budget principal 2023 de la Communauté d'Agglomération de Saintes, Chapitre 65, Article 6574,

Considérant qu'il est nécessaire de conclure une convention d'objectifs et de financement entre la CDA de Saintes et l'Association Le Pidou,

Considérant qu'en application de l'article 10-1 de la loi du 12 avril 2000 susvisée, « toute association ou fondation qui sollicite l'octroi d'une subvention au sens de l'article 9-1 auprès d'une autorité administrative ou d'un organisme chargé de la gestion d'un service public industriel et commercial s'engage, par la souscription d'un contrat d'engagement républicain :

1° A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;

2° A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;

3° A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'attribuer** une subvention de 256 033 € pour l'année 2023 à l'association Le Pidou.
- **d'approuver** les termes de la convention d'objectifs et de financement ci-jointe et **d'autoriser** le Président ou son représentant en charge de l'Education et de l'Enfance, à signer ladite convention ainsi que tous documents afférents.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 56 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 2 élus ne prennent pas part au vote (Mme Véronique CAMBON et M Eric PANNAUD)

2023-25. Association Do l'Enfant Dom - Autorisation de signer une convention d'objectifs et de financement pour l'année 2023

Monsieur Éric PANNAUD indique que l'objet de l'association est d'apporter une aide aux familles qui ont des horaires décalés et des difficultés pour encadrer les enfants. L'association fonctionne davantage au niveau départemental que local, et reçoit l'aide de plusieurs EPCI. Le même niveau de subvention que l'année précédente a été validé.

En l'absence de question, Monsieur le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que l'association Do l'Enfant Dom a été créée en mars 2006 dans le but d'aider les parents à concilier vie professionnelle et vie familiale en leur permettant de faire garder leurs enfants lorsque les structures traditionnelles ne peuvent répondre à la demande.

Dans le cadre de sa compétence « Education Enfance Jeunesse », comprenant la petite enfance, la CDA soutient cette association qui permet de proposer aux parents une garde alternative au domicile des parents qui travaillent en horaires décalés.

En conséquence, le Conseil Communautaire, lors du vote du Budget Primitif le 8 décembre 2022, a attribué à l'association Do l'Enfant Dom une subvention d'un montant de 24 000 € pour l'année 2023 afin qu'elle réalise des actions qui s'inscrivent dans le Projet Educatif Global de Territoire sur le volet CEJ :

- L'accueil Petite enfance : prise en charge au domicile des parents de l'enfant afin de favoriser l'articulation vie familiale et vie professionnelle, pour des familles exerçant en horaires atypiques ou décalés. L'association s'engage à prioriser les familles monoparentales qui ne peuvent s'inscrire dans

l'emploi ou s'y maintenir au regard des besoins en mode de garde.

- *La prise en charge ne peut s'inscrire dans la durée, elle doit offrir le temps nécessaire à la famille de mettre en œuvre un parcours de garde correspondant à ses besoins.*
- *Accompagner et soutenir les projets d'enfants et d'adultes.*
- *Accompagner les projets permettant de renforcer la communauté éducative (parents, adultes, environnement de l'enfant et du jeune) et la rendre autonome dans la prise en charge éducative des enfants et des jeunes.*
- *Renforcer et/ou développer des partenariats de proximité en matière de petite enfance et d'enfance,*
- *Elaborer et mettre en place des expérimentations visant à ouvrir les actions et services des acteurs sur un territoire plus large.*

Compte tenu du montant proposé et de la nature de la subvention, il est nécessaire de conclure une convention d'objectifs et de financement fixant les modalités de versement de la subvention.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Education,

Vu les articles 9-1, 10 et 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu l'article 1^{er} du décret n°2001-495 du 6 juin 2001 fixant l'obligation pour l'autorité administrative de conclure une convention avec l'organisme de droit privé bénéficiant d'une subvention dont le montant annuel dépasse 23 000€,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023, et notamment l'article 6, III, 2°) a), relatif à la petite enfance,

Vu la demande de subvention formulée par l'association Do l'enfant Dom pour l'année 2023,

Vu les délibérations n°2022-209 et 2022-218 du Conseil Communautaire en date du 8 décembre 2022, portant vote du budget primitif du Budget Principal 2023, et notamment l'annexe budgétaire portant attribution d'une subvention d'un montant de 24 000 € pour l'année 2023 à l'association Do l'enfant Dom pour mener à bien les actions et projets de l'association,

Considérant qu'il est nécessaire de conclure une convention d'objectifs et de financement entre la CDA de Saintes et l'Association Do l'enfant Dom,

Considérant qu'en application de l'article 10-1 de la loi du 12 avril 2000 susvisée, « toute association ou fondation qui sollicite l'octroi d'une subvention au sens de l'article 9-1 auprès d'une autorité administrative ou d'un organisme chargé de la gestion d'un service public industriel et commercial s'engage, par la souscription d'un contrat d'engagement républicain :

1° A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;

2° A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;

3° A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- ***d'approuver*** les termes de la convention d'objectifs et de financement ci-jointe.
- ***d'autoriser*** le Président ou son représentant en charge de l'Education et de l'Enfance, à signer ladite convention ainsi que tous documents afférents.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- ***58 Voix pour***
- ***0 Voix contre***
- ***0 Abstention***
- ***0 Ne prend pas part au vote***

2023-26. Association Belle Rive - Autorisation de signer une convention d'objectifs et de financement pour l'année 2023

Monsieur Éric PANNAUD indique que le niveau de subvention de l'association a fortement augmenté depuis quelques années, du fait de l'extension de son activité. Par ailleurs, il précise que les subventions ont baissé pour l'ensemble des associations chargées du scolaire ou du périscolaire. En effet, la CAF ne verse plus à l'Agglomération une part qui revient directement aux associations.

En l'absence de question, Monsieur le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que la Communauté d'Agglomération de Saintes, dans le cadre de ses compétences Education-Enfance-Jeunesse et Action sociale, soutient l'association Belle Rive, porteuse d'un Centre Social.

Plusieurs actions concernant l'enfance et la jeunesse, menées par l'association, sont inscrites dans le cadre de la Convention Territoriale Globale (CTG).

Les axes prioritaires et objectifs partagés par l'association et la CDA de Saintes visent à servir une politique d'action sociale, laïque et citoyenne, prioritairement ciblée en direction de l'enfance et la jeunesse au vu des enjeux suivants de la CTG :

- *Enjeu 2 : renforcer l'accès aux droits et aux services et apporter une réponse de proximité aux habitants (bassins de vie)*
- *Enjeu 3 : adapter l'offre de service à destination des 0-11 ans aux évolutions et à la diversité des besoins des familles*
- *Enjeu 4 : définir et mettre en œuvre une politique jeunesse (11-25 ans)*
- *Enjeu 5 : porter une attention particulière aux publics en situation de vulnérabilité.*

Les actions menées par l'association sont inscrites dans la CTG et ouvrent droit à versement d'une prestation de la part de la CAF dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse. Jusqu'à fin 2022, cette prestation était versée à la CDA. Le Contrat Enfance Jeunesse devient Bonus Territoire au 1^{er} janvier 2023 et la CAF verse désormais ladite prestation directement à l'association.

Afin de maintenir en 2023 une subvention équivalente à 2022 pour l'association, la part qui sera désormais versée par la CAF a été déduite du montant de la subvention versée par la CDA.

En conséquence, le Conseil Communautaire, lors du vote du Budget Primitif le 8 décembre 2022, a attribué au Centre social Belle Rive une subvention d'un montant de 110 083 € pour l'année 2023.

Compte tenu du montant proposé et de la nature de la subvention, il est nécessaire de conclure une convention d'objectifs et de financement fixant notamment les modalités de versement de la subvention et les actions du Centre social Belle-Rive.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles 9-1, 10 et 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu l'article 1^{er} du décret n°2001-495 du 6 juin 2001 fixant l'obligation pour l'autorité administrative de conclure une convention avec l'organisme de droit privé bénéficiant d'une subvention dont le montant annuel dépasse 23 000€,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023, et notamment l'article 6, II, 2°) « Action sociale d'intérêt communautaire » et l'article 6, III, 2°), relatif à l'« Education Enfance Jeunesse »,

Vu la délibération n°2022-209 du Conseil Communautaire en date du 8 décembre 2022, portant vote du budget primitif du Budget Principal 2023, et notamment son annexe budgétaire précisant l'attribution d'une subvention d'un montant de 110 083 € pour l'année 2023 au centre social Belle Rive afin de lui permettre de mener à bien ces actions (Chapitre 65, Article 6574),

Considérant qu'il est nécessaire, compte tenu du montant de la subvention attribuée, de conclure une convention d'objectifs et de financement entre la Communauté d'Agglomération de Saintes et l'association

Belle Rive fixant notamment les modalités de versement de la subvention et les actions du Centre social Belle Rive,

Considérant qu'en application de l'article 10-1 de la loi du 12 avril 2000 susvisée, « toute association ou fondation qui sollicite l'octroi d'une subvention au sens de l'article 9-1 auprès d'une autorité administrative ou d'un organisme chargé de la gestion d'un service public industriel et commercial s'engage, par la souscription d'un contrat d'engagement républicain :

1° A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;

2° A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;

3° A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- ***d'approuver*** les termes de la convention d'objectifs et de financement ci-jointe.
- ***d'autoriser*** Monsieur le Président, ou son représentant en charge notamment de la Convention Territoriale Globale, à signer ladite convention ainsi que tous documents afférents.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 58 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2023-27. Association Boiffiers-Bellevue - Attribution d'une subvention complémentaire dans le cadre des actions politique de la Ville (Médiatrice accès au droit) et autorisation de signer une convention d'objectifs et de financement pour l'année 2023

Monsieur Éric PANNAUD explique qu'une subvention au titre de la médiation de l'accès au droit a été oubliée lors de la dernière délibération. Une médiatrice reçoit dans le cadre du nouvel espace France Services, et il s'agit de voter un complément de subvention de 3 000 euros au titre de cette action de médiation qui avait été oubliée.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE pensait que cette association était financée par la CAF, et demande si la CDA continue tout de même à la financer.

Monsieur Éric PANNAUD le confirme, les financeurs de l'association sont l'État, la CAF, la Ville ainsi que l'Agglomération.

En l'absence d'autres questions, Monsieur le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que la Communauté d'Agglomération de Saintes, dans le cadre de ses compétences Education-Enfance-Jeunesse, Politique de la Ville et action sociale, soutient l'association Boiffiers-Bellevue, porteuse d'un Centre Social.

Plusieurs actions menées par l'association sont inscrites dans le cadre de la Convention Territoriale Globale (CTG) et s'inscrivent également dans le cadre du contrat de ville.

Les axes prioritaires et objectifs partagés par l'association et la CDA de Saintes visent à servir une politique d'action sociale, laïque et citoyenne, prioritairement ciblée en direction de l'enfance et la jeunesse au vu des enjeux suivants de la CTG :

Enjeu 2 : renforcer l'accès aux droits et aux services et apporter une réponse de proximité aux habitants (bassins de vie)

Enjeu 3 : adapter l'offre de service à destination des 0-11 ans aux évolutions et à la diversité des besoins des familles

Enjeu 4 : définir et mettre en œuvre une politique jeunesse (11-25 ans)

Enjeu 5 : porter une attention particulière aux publics en situation de vulnérabilité.

Les actions menées par l'association sont inscrites dans la CTG et ouvrent droit à versement d'une prestation de la part de la CAF dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse. Jusqu'à fin 2022, cette prestation était versée à la CDA. Le Contrat Enfance Jeunesse devient Bonus Territoire au 1^{er} janvier 2023 et la CAF verse désormais ladite prestation directement à l'association.

Afin de maintenir en 2023 une subvention équivalente à 2022 pour l'association, la part qui sera désormais versée par la CAF a été déduite du montant de la subvention versée par la CDA.

En conséquence, le Conseil Communautaire, lors du vote du Budget Primitif le 8 décembre 2022, a attribué au Centre social Boiffiers-Bellevue une subvention d'un montant de 178 010 € pour l'année 2023 concernant les actions enfance et jeunesse.

Il est proposé par la présente délibération d'attribuer également à l'association Boiffiers-Bellevue une subvention d'un montant de 3.000 € concernant les actions politique de la Ville pour l'année 2023 (Médiatrice accès au droit).

Compte tenu du montant proposé et de la nature de la subvention, il est nécessaire de conclure une convention d'objectifs et de financement fixant notamment les modalités de versement de la subvention et les actions du Centre Social.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles 9-1, 10 et 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu l'article 1^{er} du décret n°2001-495 du 6 juin 2001 fixant l'obligation pour l'autorité administrative de conclure une convention avec l'organisme de droit privé bénéficiant d'une subvention dont le montant annuel dépasse 23 000€,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023, et notamment l'article 6, I, 4°) relatif à la « Politique de la ville dans la Communauté », 6, II, 2°), « Action sociale d'intérêt communautaire » et 6, III, 2°), « Education Enfance Jeunesse»,

Vu la délibération n°2022-209 du Conseil Communautaire en date du 8 décembre 2022, portant vote du budget primitif du Budget Principal 2023, et notamment son annexe budgétaire précisant l'attribution d'une subvention d'un montant de 178 010 € pour l'année 2023 au centre social Boiffiers-Bellevue afin de lui permettre de mener à bien ses actions (Chapitre 65, Article 6574),

Considérant l'action « Médiatrice accès au droit » portée par l'association, relevant de la compétence Politique de la Ville, pour laquelle il est proposé une subvention de 3.000€,

Considérant qu'il est nécessaire de conclure une convention d'objectifs et de financement entre la CDA de Saintes et l'association Boiffiers-Bellevue fixant notamment les modalités de versement de la subvention et les actions du Centre Social Boiffiers-Bellevue,

Considérant qu'en application de l'article 10-1 de la loi du 12 avril 2000 susvisée, « toute association ou fondation qui sollicite l'octroi d'une subvention au sens de l'article 9-1 auprès d'une autorité administrative ou d'un organisme chargé de la gestion d'un service public industriel et commercial s'engage, par la souscription d'un contrat d'engagement républicain :

1° A respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;

2° A ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;

3° A s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'attribuer** une subvention de 3.000€ pour les actions politique de la ville menées par l'association Boiffiers-Bellevue, en complément de la subvention de 178.010€ figurant à l'annexe du budget primitif 2023 votée en Conseil communautaire le 8 décembre 2022.
- **d'approuver** les termes de la convention d'objectifs et de financement ci-jointe.

- **d'autoriser** le Président, ou son représentant en charge notamment de la Convention Territoriale Globale, à signer ladite convention ainsi que tous documents afférents.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 58 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

UNE AGGLOMÉRATION DOTÉE DE SERVICES SUPPORTS ET RESSOURCES

FINANCES

2023-28. Fonds de concours élargi au bénéfice de la commune de Pisany

Monsieur Philippe CALLAUD déclare que la commune de Pisany procède à la restauration de l'éclairage de son église, à la suite des travaux de rénovation intérieure réalisés dans le bâtiment. Le coût total des travaux s'élève à 2 302,52 euros hors taxes, et une subvention d'un montant de 1 151,26 euros hors taxes est proposée.

En l'absence de question, Monsieur le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur informe l'assemblée que la commune de Pisany souhaite procéder à la restauration de l'éclairage de l'église de Pisany suite aux travaux de rénovation intérieurs réalisés dans cet édifice.

D'un montant H.T de 2 302,52 €, ces travaux peuvent bénéficier du concours financier de la Communauté d'Agglomération de Saintes en vertu de son dispositif « fonds de concours élargi » issu de la délibération n°2022-17 du Conseil Communautaire en date du 10 février 2022.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération s'établit, en recettes, comme suit :

Organismes	Montants sollicités H.T
Commune de Pisany	1 151,26 €
CDA Saintes	1 151,26 €
Total	2 302,52 €

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.5216-5 VI qui prévoit qu' « Afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la communauté d'agglomération et les communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils municipaux concernés. Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours »,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023,

Vu la délibération n°2022-17 du Conseil Communautaire en date du 10 février 2022 portant sur le fonds de concours élargi,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Pisany en date du 29 novembre 2022 approuvant la restauration de l'éclairage de l'église de Pisany suite aux travaux de rénovation intérieurs réalisés dans cet édifice,

Vu l'avis favorable de la commission des finances du 23 novembre 2022,

Considérant la mise en valeur et l'attractivité globale de ce projet pour la commune de Pisany et l'ensemble du territoire,

Considérant que les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal au compte 2041411,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver le versement par la Communauté d'Agglomération de Saintes d'un fonds de concours d'un montant de 1 151,26 € à la commune de Pisany pour la restauration de l'éclairage de l'église de Pisany suite aux travaux de rénovation intérieurs réalisés dans cet édifice.

- de préciser que ce fonds de concours ne sera versé qu'après production des factures de réalisation des travaux par la commune et qu'il ne pourra, en aucun cas, dépasser la part du financement assurée par la commune, une fois déduites les éventuelles subventions obtenues auprès des partenaires financiers.

- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant en charge des Finances, à signer tous documents à intervenir dans le cadre de la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 57 Voix pour
- 0 Voix contre
- 1 Abstention (M. Pierre TUAL)
- 0 Ne prend pas part au vote

2023-29. Garantie d'emprunt accordée à la SEMIS pour réalisation de 24 logements locatifs sociaux à Saintes - Rue de Provence

Monsieur Philippe CALLAUD indique que le projet de la SEMIS concerne la réalisation de 24 logements locatifs sociaux à Saintes. Les élus sont invités à voter cette garantie d'emprunt pour réaliser les travaux.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE observe que le site est mitoyen du bois de la Grelauderie. Les travaux ont déjà commencé, et génèrent des nuisances. Elle souhaite savoir si une vérification de la faune et la flore protégée est prévue. Monsieur EHLINGER avait fait voter en conseil municipal une délibération sur la protection du vison d'Europe et de l'écureuil, qui sont des animaux protégés. Il semblerait que la faune soit réduite depuis le démarrage des travaux.

Monsieur le Président note que la lumière et le bruit générés par les travaux impactent directement l'environnement. Il s'attendait à une question sur cet aspect. Le projet a lieu sur la partie constructible, qui était la moins noble de l'emprise. Le projet tel qu'il a été conçu ne permet pas une extension vers le bois, il a été retravaillé en ce sens. Il est évident que les travaux impactent la biodiversité. Celle-ci reprend vite sa place dès lors que le calme est revenu. La partie concernée est très urbaine, et les nuisances existaient déjà par le biais des habitations situées à proximité.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE souligne qu'un engagement avait été pris afin de reprotéger ce bois. Elle n'a pas vu passer de délibération sur le sujet.

Monsieur le Président répond que le bois sera protégé. Afin de le reclasser, il convient de passer par une révision du Plan Local d'Urbanisme. Il n'était pas possible d'effectuer une révision uniquement pour le bois, celle-ci étant coûteuse. En revanche, lors de la prochaine révision, le bois sera de nouveau classé. En l'absence d'autres questions, il soumet la délibération au vote.

Le rapporteur informe que la CDA de Saintes a été saisie par la Société anonyme d'Économie Mixte Immobilière de la Saintonge (SEMIS) d'une demande de garantie d'emprunt d'un montant total de 2 618 272 €, en vue de financer la construction de 24 logements locatifs sociaux situés à Saintes (17100), rue de Provence.

Prévus pour une mise en service en septembre 2024, ces 24 logements (22 T3 et 2 T4) sont proches de tous les commerces et services de la ville de Saintes.

Après consultation de plusieurs établissements bancaires, la Banque des Territoires du Groupe Caisse des Dépôts a été retenue pour le financement de ce projet.

Un emprunt est contracté pour la réalisation de cette opération. Cet emprunt est constitué des 4 lignes suivantes :

- PLAI d'un montant de 515 497 € au taux du livret A -0,2 % sur 40 ans,
- PLAI foncier d'un montant de 263 351 € au taux du livret A -0,2 % sur 50 ans,
- PLUS d'un montant de 1 298 031 € au taux du livret A -0,6 % sur 40 ans,
- PLUS foncier d'un montant de 541 393 € au taux du livret A -0,6 % sur 50 ans.

L'exercice de la compétence communautaire « Équilibre Social de l'Habitat », ainsi que le règlement d'attribution des aides à la production de logement social, prévoient l'octroi d'une garantie d'emprunt sur l'ensemble des projets portés par les bailleurs sociaux dans le cadre d'une production neuve.

En conséquence, il est demandé au Conseil Communautaire de garantir les 4 lignes de cet emprunt d'un montant total de 2 618 272 € souscrit par la SEMIS auprès de la Banque des Territoires, dont le contrat est joint en annexe.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2252-1 à L. 2252-4 et L. 5111-4,

Vu le Code Civil et notamment son article 2298,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023, et notamment l'article 6, I, 3°), relatif à l'équilibre social de l'habitat et comprenant entre autres « les actions et aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire »,

Vu la délibération n°2013-149 du Conseil Communautaire en date du 21 novembre 2013 portant définition de l'intérêt communautaire de la compétence Équilibre Social de l'Habitat et notamment des actions et aides financières en faveur du logement social,

Vu la délibération n°2018-06 du Conseil Communautaire en date du 18 janvier 2018 définissant les nouvelles modalités d'octroi des subventions de la CDA de Saintes en faveur de la production de logements sociaux dans le cadre du PLH en vigueur,

Vu la délibération n°2019-180 du Conseil Communautaire en date du 7 novembre 2019 portant modification de l'intérêt communautaire de la compétence « Équilibre Social de l'Habitat »,

Vu le Contrat de Prêt n°141534 en annexe signé entre la Société d'Économie Mixte Immobilière de la Saintonge (SEMIS), ci-après l'Emprunteur, et la Banque des Territoires,

Au vu de l'ensemble de ces éléments, il est proposé au Conseil Communautaire :

- **de garantir** les 4 lignes de l'emprunt d'un montant total de 2 618 272 € souscrites par la SEMIS auprès de la Banque des Territoires, dont le contrat est joint en annexe.
- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des Finances, à signer tous les documents y afférents.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 58 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2023-30. Garantie d'emprunt accordée à la SEMIS pour réalisation de 9 logements locatifs sociaux à Fontcouverte - "Chez Pillet"

Monsieur Philippe CALLAUD indique que cette garantie d'emprunt porte sur la réalisation de 9 logements locatifs sociaux à Fontcouverte. La SEMIS a besoin que la CDA garantisse ce prêt.

Monsieur le Président souligne que la Banque des Territoires accompagne ces différents projets, ce qui explique que le taux d'intérêt soit peu élevé et que le terme soit long. En l'absence de question, il soumet la délibération au vote.

Le rapporteur informe que la CDA de Saintes a été saisie, par la Société anonyme d'Économie Mixte Immobilière de la Saintonge (SEMIS) d'une demande de garantie d'emprunt d'un montant total de 1 098 993 €, en vue de financer la construction de 9 logements locatifs sociaux situés à Fontcouverte (17100), lieu-dit « chez Pillet ».

Prévus pour une mise en service en septembre 2023, ces 9 logements (T3) sont situés dans un lotissement de 18 lots, les 9 lots restants étant destinés à l'accession à la propriété.

Après consultation de plusieurs établissements bancaires, la Banque des Territoires du Groupe Caisse des Dépôts a été retenue pour le financement de ce projet.

Un emprunt est contracté pour la réalisation de cette opération. Cet emprunt est constitué des 4 lignes suivantes :

- *PLAI d'un montant de 258 558 € au taux du livret A -0,2 % sur 40 ans,*
- *PLAI foncier d'un montant de 87 211 € au taux du livret A -0,2 % sur 50 ans,*
- *PLUS d'un montant de 579 003 € au taux du livret A -0,6 % sur 40 ans,*
- *PLUS foncier d'un montant de 174 221 € au taux du livret A -0,6 % sur 50 ans.*

L'exercice de la compétence communautaire « Équilibre Social de l'Habitat », ainsi que le règlement d'attribution des aides à la production de logement social, prévoient l'octroi d'une garantie d'emprunt sur l'ensemble des projets portés par les bailleurs sociaux dans le cadre d'une production neuve.

En conséquence, il est demandé au Conseil Communautaire de garantir cet emprunt d'un montant total de 1 098 993 € souscrit par la SEMIS auprès de la Banque des Territoires, dont le contrat est joint en annexe.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2252-1 à L. 2252-4 et L. 5111-4,

Vu le Code Civil et notamment son article 2298,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023, et notamment l'article 6, I, 3°), relatif à l'équilibre social de l'habitat et comprenant entre autres « les actions et aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire »,

Vu la délibération n°2013-149 du Conseil Communautaire en date du 21 novembre 2013 portant définition de l'intérêt communautaire de la compétence Équilibre Social de l'Habitat et notamment des actions et aides financières en faveur du logement social,

Vu la délibération n°2018-06 du Conseil Communautaire en date du 18 janvier 2018 définissant les nouvelles modalités d'octroi des subventions de la CDA de Saintes en faveur de la production de logements sociaux dans le cadre du PLH en vigueur,

Vu la délibération n°2019-180 du Conseil Communautaire en date du 7 novembre 2019 portant modification de l'intérêt communautaire de la compétence « Équilibre Social de l'Habitat »,

Vu le Contrat de Prêt n°141557 en annexe signé entre la Société anonyme d'Économie Mixte Immobilière de la Saintonge (SEMIS), ci-après l'Emprunteur, et la Banque des Territoires, fait partie intégrante de la présente délibération,

Au vu de l'ensemble de ces éléments, il est proposé au Conseil Communautaire :

- ***de garantir les 4 lignes de l'emprunt d'un montant total de 1 098 993 € souscrit par la SEMIS auprès de la Banque des Territoires, dont le contrat est joint en annexe.***
- ***d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant en charge des Finances, à signer tous les documents y afférents.***

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 58 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

RESSOURCES HUMAINES

2023-31. Modification du tableau des effectifs

Monsieur le Président précise que compte tenu de l'évolution des besoins de la CDA, il convient de modifier le tableau des effectifs.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE a cru comprendre qu'au niveau de la direction des finances, une personne est partie, et sera remplacée par deux autres.

Monsieur le Président explique que l'idée est de se laisser la possibilité de remplacer la personne par un agent de catégorie A ou B. En l'absence d'autres questions, il soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que le tableau des effectifs constitue la liste des emplois ouverts budgétairement pourvus ou non, classés par filières, cadres d'emplois et grades et distingués par une durée hebdomadaire de travail déterminée en fonction des besoins du service.

Les agents concernés sont les agents titulaires occupant un emploi permanent à temps complet et à temps non complet ainsi que les agents non titulaires occupant un emploi permanent à temps complet et à temps non complet.

Conformément au Code général de la fonction publique, aucune création d'emploi ne peut intervenir si les crédits disponibles au chapitre budgétaire correspondant ne le permettent pas.

Considérant les besoins de la Direction Education, Enfance, Jeunesse,

Considérant la nécessité d'augmenter le temps de travail de certains agents de la direction compte tenu des besoins de service,

Considérant la demande d'un agent de diminuer son temps de travail,

Considérant qu'à l'issue du jury de recrutement du chargé de coopération territoriale globale (CTG), l'agent retenu sera recruté sur le grade d'attaché territorial,

Considérant les besoins de la Direction Cohésion Sociale et Territoriale,

Considérant que, dans le cadre de la mise en place de l'Espace France Services (EFS), il est nécessaire de modifier le temps de travail de l'agent d'accueil du Point d'Accès au Droit (PAD) qui interviendra également dans le cadre de l'EFS (passage 22h à 30h par semaine),

Considérant les besoins du Programme de Réussite Educative (PRE), il convient de créer un poste de coordonnateur de réussite éducative - référent de parcours, poste de catégorie B, filière animation, cadre d'emploi des animateurs à temps complet,

Considérant, si les démarches de recrutement par voie statutaire s'avéraient infructueuses, qu'il conviendrait de faire appel à un agent contractuel pour ce poste, en application de l'article L. 332-8 2° du Code Général de la Fonction Publique, selon les modalités suivantes :

- Application de l'article L.332-8 2° du Code Général de la Fonction Publique,
- Travail à temps complet
- Date d'effet du contrat : dans les meilleurs délais
- Niveau : poste de contractuel équivalent catégorie B
- Définition du poste : coordonnateur de réussite éducative - référent de parcours
- Type et durée du contrat : de droit public à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans, renouvelable dans la limite d'une durée totale de six ans dans les conditions de l'article L. 332-8 2° du Code Général de la Fonction Publique
- Rémunération : grille indiciaire applicable au grade retenu du cadre d'emploi des animateurs territoriaux
- Régime indemnitaire en vigueur
- Conditions de travail générales et avantages applicables aux agents de l'établissement

Considérant les besoins de la Direction Aménagement du Territoire,

Considérant qu'à l'issue du jury de recrutement du chargé de mission SIG/cartographie/observatoires, l'agent retenu sera recruté sur le grade de technicien,
 Considérant que suite à la vacance du poste de chargé de mission urbaniste opérationnel et conception de projets d'aménagement, il convient d'ouvrir ce poste de catégorie A à la filière administrative et technique, cadres d'emplois des attachés et des ingénieurs territoriaux,

Considérant les besoins de la Direction de la Transition Ecologique,
 Considérant qu'à l'issue du jury de recrutement du chargé de mission mobilité, l'agent retenu sera recruté sur le grade d'attaché,

Considérant les besoins de la Direction des finances,
 Considérant que suite à la vacance du poste de responsable gestion budgétaire et financière, il convient d'ouvrir ce poste en catégorie A et B de la filière administrative, cadres d'emplois des attachés et rédacteurs territoriaux,

Considérant ainsi, qu'après avis du comité social territorial du 20 janvier 2023 et compte tenu des besoins susvisés des services de l'établissement, il est proposé de modifier le tableau des effectifs comme suit :

Budget principal et budget annexe des transports urbains

GRADES	CREATIONS	SUPPRESSIONS
ATSEM principal de 1 ^{ère} classe	+ 1 TC	
ATSEM principal de 1 ^{ère} classe		- 1 TNC (31h)
Adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe	+ 2 TC	
Adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe		- 2 TNC (30h/34h)
Adjoint technique	+ 5 TNC (32h/24,2h/22,2h/29,2h/19h)	
Adjoint technique		- 5 TNC (14h/16h/10h/26h/16h)
Agent de maîtrise	+1 TNC (28,8h)	
Agent de maîtrise		- 1 TNC (27h)
Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe	+ 5 TNC (29,5h/21h/28,6h/29,8h/21h) + 2 TC	
Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe		- 7 TNC (22,5h/20,2h/31,2h/28h/30h/29h/19h)
Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe	+ 1 TC	
Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe		- 1 TNC (24h)
Adjoint d'animation principal de 2 ^{ème} classe	+ 2 TNC (30h/22,40h)	

Adjoint d'animation principal de 2 ^{ème} classe		- 2 TNC (29h/28h)
Attaché	+ 1 TC	
Animateur principal de 2 ^{ème} classe		- 1 TC
Adjoint administratif	+ 1 TNC (30h)	
Adjoint administratif		- 1 TNC (22h)
Emploi de catégorie B, cadres d'emplois des animateurs	+ 1 TC	
Technicien	+ 1 TC	
Technicien principal de 1 ^{ère} classe		- 1 TC
Emploi de catégorie A, cadres d'emplois des attachés ou ingénieurs	+ 1 TC	
Attaché		- 1 TC
Attaché (budget transports urbains)	+ 1 TC	
Emploi de catégorie A ou B, filière administrative ou technique (budget transports urbains)		- 1 TC
Emploi de catégorie A et B, cadres d'emplois des attachés ou rédacteurs	+ 1 TC	
Attaché		- 1 TC

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023,

Vu l'avis du Comité Social Territorial du 20 janvier 2023,

Considérant les crédits prévus au budget 2023, chapitre 012,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver les éléments de modification mentionnés ci-avant.**

- **de procéder** à la modification du tableau des effectifs du Budget Principal et du Budget annexe des Transports Urbains ci-annexés, conformément aux éléments ci-dessus mentionnés.
- **d'autoriser** Monsieur le Président ou son représentant en charge des Ressources Humaines et du Dialogue Social, à l'Administration générale à signer tout document à cet effet.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 58 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2023-32. Direction de l'Aménagement du Territoire : Recrutement de personnel sous contrat de droit public à durée déterminée

Monsieur le Président présente la délibération. L'agent retenu sera recruté en qualité de contractuel. Aucun fonctionnaire n'a pu être trouvé pour occuper le poste.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE le regrette, le statut de contractuel étant précaire.

Monsieur le Président remarque qu'il est de plus en plus compliqué de recruter des techniciens. Peu de fonctionnaires demeurent dans ces filières.

Monsieur Pierre MAUDOUX demande si le SIG fonctionne bien.

Monsieur le Président répond qu'il fonctionne très bien. En l'absence d'autres questions, Monsieur le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle qu'en application du Code Général de la Fonction Publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. La délibération précise le grade ou, le cas échéant, les grades correspondant à l'emploi créé. Elle indique, le cas échéant, si l'emploi peut également être pourvu par un agent contractuel. Dans ce dernier cas, le motif invoqué, la nature des fonctions, les niveaux de recrutement et de rémunération de l'emploi créé sont précisés.

Suite au départ d'un agent occupant le poste de chargé de mission Système d'Information Géographique (SIG) et à une procédure de recrutement par voie statutaire infructueuse, la présente délibération vise à autoriser de pourvoir l'emploi par un agent contractuel sur la base de l'article L. 332-8 2° du Code Général de la Fonction Publique et d'en définir les modalités :

- Temps de travail : temps complet
- Date d'effet du contrat : 1^{er} mars 2023
- Niveau : poste de contractuel équivalent catégorie B
- Définition du poste : Chargé de mission SIG/cartographie/observatoires
- Type et durée du contrat : de droit public à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans, renouvelable dans la limite d'une durée totale de six ans
- Rémunération : grille indiciaire applicable au grade de technicien territorial
- Régime indemnitaire en vigueur
- Conditions de travail générales et avantages applicables aux agents de l'établissement

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),

Vu le Code général de la Fonction Publique,

Vu le tableau des effectifs,

Vu la déclaration de vacance de poste n°017220800763072 effectuée auprès du Centre de gestion départemental le 26 août 2022,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023,

Considérant les besoins de la Direction de l'Aménagement du Territoire,

Considérant les crédits prévus au budget 2022, chapitre 012,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- ***d'autoriser le recrutement d'un agent par voie de contrat de droit public à durée déterminée, selon les modalités susvisées.***
- ***d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant en charge des Ressources Humaines et du Dialogue Social, et de l'Administration générale à signer tout document à cet effet.***

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- ***58 Voix pour***
- ***0 Voix contre***
- ***0 Abstention***
- ***0 Ne prend pas part au vote***

2023-33. Direction Cohésion Sociale et Territoriale - Espace France Services - Création d'un emploi non permanent - Contrat de projet

Monsieur le Président explique qu'il s'agit du poste manquant au sein du nouvel Espace France Services évoqué précédemment, en catégorie C. Ce poste est financé en grande partie par l'État. En l'absence de question, il soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que l'Etat a décidé, le 25 avril 2019, la mise en place d'un réseau France Services, qui doit répondre à 3 objectifs :

- *Une plus grande accessibilité des services publics au travers d'accueils physiques polyvalents (Les Espace France Services - ou de services itinérants),*
- *Une plus grande simplicité des démarches administratives avec un regroupement en un même lieu, physique ou itinérant, des services de l'Etat, des opérateurs et des collectivités territoriales afin de lutter contre l'errance administrative et d'apporter aux citoyens une réponse sur place sans avoir à les diriger vers un autre guichet. Chaque France services donne accès aux neuf partenaires nationaux : ministères de l'Intérieur et de la Justice, Direction générale des finances publiques, Pôle emploi, l'Assurance retraite, Caisse nationale d'assurance maladie, Caisse nationale des allocations familiales, Mutualité sociale agricole, La Poste.*
- *Une qualité de service substantiellement renforcée avec la mise en place d'un plan de formation d'agents polyvalents et la définition d'un panier de services homogène dans l'ensemble du réseau France Services.*

L'ambition est de faciliter les ouvertures prioritairement des Espaces France Services dans les cantons ruraux et les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV).

Dans le cadre de la mise en place de l'Espace France Services (EFS) sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Saintes, il est nécessaire de recruter un agent d'accueil, administratif et accès au droit.

Il s'agit d'un emploi non permanent à temps non complet à raison de 24 heures hebdomadaires, relevant de la catégorie C, filière administrative, grade d'adjoint administratif.

Considérant les conditions de recrutement de l'agent :

- *Application de l'article L. 332-24 du Code Général de la Fonction Publique*
- *Travail à temps complet*
- *Date d'effet du contrat : dès que possible*
- *Niveau : poste de contractuel équivalent catégorie C, grade d'adjoint administratif*

- Définition du poste : agent d'accueil, administratif, accès au droit - Espace France Services
- Type et durée du contrat : contrat de projet - contrat de droit public à durée déterminée d'une durée de 3 ans renouvelable dans la limite d'une durée maximale de 6 ans.
- Rémunération : grille indiciaire applicable au grade d'adjoint administratif
- Régime Indemnitaire en vigueur
- Conditions de travail générales et avantages applicables aux agents de rétablissement

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023,

Vu la délibération n°2023-33 du Conseil Communautaire en date du 1^{er} février 2023 portant création d'un Espace France Services dans le quartier politique de la ville Bellevue - Boiffiers à Saintes,

Considérant l'avis du Comité Social Territorial du 20 janvier 2023,

Considérant les crédits prévus au budget 2023, chapitre 012,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **de créer**, dans le cadre de la mise en place de l'Espace France Services (EFS), un emploi non permanent à temps non complet à raison de 24 heures par semaine afin d'assurer l'accueil, la gestion administrative et l'accès au droit des usagers de l'EFS.

- **d'autoriser** le recrutement d'un agent contractuel de droit public à durée déterminée selon les modalités susvisées,

- **d'autoriser** Monsieur le Président ou son représentant en charge des Ressources Humaines et du Dialogue Social, et de l'Administration générale à signer tout document à cet effet.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 58 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

MARCHÉS PUBLICS

2023-34. Préservation et valorisation des Aqueducs gallo romains - Approbation d'avenants aux marchés de travaux (avenant n°4 du lot 6 de la 1^{ère} consultation, avenant n°4 du lot 1 de la 2^{ème} consultation, avenant n°5 du lot 5 de la 2^{ème} consultation)

Monsieur Francis GRELLIER présente la délibération. Les trois avenants sont nécessaires afin de prolonger la durée des marchés jusqu'au 30 juin 2023. Le premier avenant concerne le site du moulin de Vénérand et le lot « ferronnerie-métallerie-serrurerie » pour l'installation d'un plancher en caillebotis métallique dans la partie extension du moulin.

Les trois avenants aboutissent à un total de marché dépassant de 5% le montant du marché initial. Il est donc nécessaire de les passer en délibérations. Concernant ce premier lot, 12 720 euros s'ajoutent pour cette prestation complémentaire.

Le deuxième avenant concerne le lot « gros œuvre ». Une rectification des chiffres a été effectuée par rapport aux documents envoyés. Il s'agit de la consolidation du bâtiment d'accueil, sur lequel des fissures sont apparues après travaux. Plutôt que de risquer des problèmes, le bâtiment va être consolidé. Cette partie représente 84 347 euros hors taxes. Le reste concerne des plus-values et moins-values.

Le troisième avenant concerne les « espaces verts et V.R.D. ». Il s'agit d'un ensemble de plus-values et moins-values.

Madame Éliane TRAIN demande à combien de temps les travaux doivent-ils encore durer ?

Monsieur Francis GRELLIER répond que les marchés ont été signés en 2019, il espère une fin en 2023.

Madame Éliane TRAIN demande s'il sera possible de visiter une fois les travaux achevés.

Monsieur Francis GRELLIER déclare que les sites de Fontcouverte et du Douhet sont pratiquement ouverts au public. La situation est un peu plus compliquée à Vénérand. Le souhait est que les travaux au niveau des structures bâties soient terminés au 30 juin. Ensuite, la partie scénographique devra être mise en place, ce qui va nécessiter un certain temps.

Madame Éliane TRAIN souhaite savoir s'il sera possible de visiter gratuitement.

Monsieur le Président précise que la mise en tourisme ne sera pas gratuite.

Monsieur Francis GRELLIER ajoute que cet aspect a été quelque peu laissé de côté, les éléments à traiter étant déjà nombreux. La scénographie et la signalisation à l'extérieur des sites sont déjà bien avancées. Il convient de faire comprendre aux visiteurs que chaque site fait partie d'un ensemble, et donc de les inviter à aller découvrir les autres. Il ne sera possible de communiquer que lorsque tout sera en place, y compris les panneaux d'information et les bornes auditives. Le site du Douhet a été exceptionnellement ouvert pour la journée du patrimoine au mois de septembre.

Monsieur le Président indique qu'un travail est également en cours concernant un parking pour les visiteurs.

Monsieur Philippe CALLAUD ajoute avec humour que les Romains avaient plus de temps à construire les Aqueducs.

En l'absence d'autres questions, Monsieur le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que la CDA de Saintes a conclu en 2019 des marchés de travaux ayant pour objet la préservation et la valorisation des aqueducs gallo-romains. Ces marchés ont fait l'objet d'une première consultation, puis d'une deuxième consultation, 5 lots ayant été déclarés sans suite.

La présente délibération concerne la passation de 3 avenants aux marchés de travaux concernant le lot 6 de la 1^{ère} consultation (« ferronnerie - métallerie - serrurerie »), le lot 1 de la 2^{ème} consultation (« Gros-œuvre ») et le lot 5 de la 2^{ème} consultation (« Espaces verts et V.R.D »).

En effet, des modifications se sont révélées nécessaires en cours de chantier, entraînant des travaux supplémentaires. Par ailleurs, il est nécessaire de prolonger la durée des marchés jusqu'au 30/06/2023, date de réception.

Pour le lot 6 de la 1^{ère} consultation, « ferronnerie - métallerie - serrurerie », il s'agit d'un avenant 4 dont le montant en plus-value s'élève à 12 720€HT et porte le montant du marché à 187 159,24 € HT (+ 7.29% par rapport au montant du marché initial). Il concerne l'installation d'un plancher en caillebotis avec structure porteuse en acier.

Pour le lot 1 de la 2^{ème} consultation, « Gros-œuvre », il s'agit d'un avenant 4 dont le montant en plus-value s'élève à 89 691,63 € HT et porte le montant du marché à 496 475.20 € HT (+22.04% par rapport au montant du marché initial). Il concerne des modifications rendues nécessaires en raison de la découverte de fissures sur le bâtiment de l'accueil, et des adaptations pour prendre en compte la configuration des supports suite au décaissement des terres et à l'excavation du rocher.

Pour le lot 5 de la 2^{ème} consultation, « Espaces verts et V.R.D », il s'agit d'un avenant 5 dont le montant en plus-value s'élève à 4 783,78 € HT et porte le montant du marché à 125 258,83 € HT (+9.02 % d'écart cumulé introduit par les avenants 4 et 5, par rapport au montant du marché initial). Il concerne la création d'un accès passerelle, la modification du stationnement PMR Sud, la modification du chemin d'accès vers site, un rallongement du busage et une remise à niveau du terrain.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le code de la Commande Publique, et notamment les articles L2194-1, R2194-2 à R2194-5,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023,

Vu la délibération n°2020-121 du Conseil Communautaire en date du 30 juillet 2020, transmise au contrôle de légalité le 6 août 2020, portant délégation du Conseil Communautaire au Président, et notamment les points n°3 et 4, qui autorisent Le Président à « prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres d'un montant inférieur aux seuils des procédures formalisées prévus par les textes en vigueur pour les marchés publics de fournitures et services et inférieur ou égal à 2 000 000 € H.T pour les marchés publics de travaux ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget » ainsi que pour « prendre toute décision concernant la préparation, la passation à l'exception de la décision de signer les marchés et les accords-cadres, l'exécution et Le règlement des marchés et des accords-cadres d'un montant supérieur aux seuils des procédures formalisées prévus par les textes en vigueur pour les marchés publics de fournitures et services et supérieur à 2 000 000 € H.T pour les marchés publics de travaux ainsi que toute décision concernant leurs avenants sans incidence financière ou avec une incidence financière limitée en cas d'augmentation à 5 % du montant global du marché initial, lorsque les crédits sont inscrits au budget »;

Vu la délibération n°2019-188 du 07 novembre 2019 autorisant la signature des marchés relatifs à la préservation et valorisation des aqueducs gallo-romains pour la première consultation :

- Lot 6 : Ferronnerie - Métallerie - Serrurerie : entreprise EURL SUR MESURE METALLIQUE, ZA La Palanque, 24500 EYMET, pour un montant de 174 439,24 € HT, soit 209 327,09 € TTC.

Vu la délibération n°2020-52 du 13 février 2020 autorisant la signature des marchés relatifs à la préservation et valorisation des aqueducs gallo-romains pour la deuxième consultation :

- Lot 1 : Gros œuvre : à l'entreprise LES COMPAGNONS DE SAINT JACQUES, 51 rue du Commandant Fougerat, 16300 BARBEZIEUX SAINT-HILAIRE, pour un montant de 406 783,57 € HT, soit 488 140,28 € TTC,
- Lot 5 : Espaces verts et V.R.D : marché attribué à l'entreprise GAUDY BONNEAU, 11 Rue des Perches, 17100 SAINTES, pour un montant de 114 894,05 € HT, soit 137 872,86 € TTC,

Vu la décision n°2021-284 du 21 décembre 2021 prolongeant les marchés de la première consultation jusqu'au 21 décembre 2021, puis jusqu'au 31 juillet 2022,

Vu la décision n° DEC_2022_171 du 29 juillet 2022 prolongeant les marchés de la première consultation jusqu'au 31 octobre 2022,

Vu la décision n°2021-204 du 1er septembre 2021 prolongeant les marchés de la deuxième consultation jusqu'au 21 décembre 2021,

Vu la décision n°2021-287 du 22 décembre 2021 prolongeant les marchés de la deuxième consultation jusqu'au 31 juillet 2022,

Vu la décision n° DEC_2022_172 du 29 juillet 2022 prolongeant les marchés de la deuxième consultation jusqu'au 31 octobre 2022,

Vu la décision n° DEC_2022_246 du 09 décembre 2022 actant notamment la modification du montant du marché concernant le lot 5 de la 2^{ème} consultation, par un avenant n° 4 pour des travaux supplémentaires non prévus initialement, pour un montant de 5 581 € HT, portant ainsi le montant du marché à 120 475,05 € HT,

Considérant qu'une consultation sous la forme d'une procédure adaptée et relative à la « Préservation et valorisation des aqueducs gallo romains » a été menée,

Considérant le projet d'avenant n°4 au lot 6 « ferronnerie - métallerie - serrurerie » de la 1^{ère} consultation, dont le montant en plus-value s'élève à 12 720 € HT, portant le montant du marché à 187 159,24€HT (+ 7.29% par rapport au montant du marché initial), qui concerne l'installation d'un plancher en caillebotis avec structure porteuse en acier, et qui prolonge la durée du marché jusqu'au 30/06/2023,

Considérant que cet avenant est de faible montant et peut donc être conclu, conformément à l'article L2194-1 du code de la commande publique,

Considérant le projet d'avenant n°4 au lot 1 « Gros-œuvre », de la 2^{ème} consultation, dont le montant en plus-value s'élève à 89 691,63 € HT, portant le montant du marché à 496 475,20 € HT (+22.04% par rapport au montant du marché initial), qui concerne des modifications rendues nécessaires en raison de la découverte de fissures sur le bâtiment de l'accueil, et des adaptations pour prendre en compte la configuration des supports suite au décaissement des terres et à l'excavation du rocher, et qui prolonge la durée du marché jusqu'au 30/06/2023,

Considérant que ces modifications sont rendues nécessaires par des circonstances imprévisibles au moment de la conclusion du marché, que cet avenant peut donc être conclu conformément à l'article R2194.5 du code de la commande publique,

Considérant le projet d'avenant n°5 au lot 5 « espaces verts et V.R.D » de la 2ème consultation, dont le montant en plus-value s'élève à 4 783,78 € HT, portant le montant du marché à 125 258,83 € HT (+9.02 % par rapport au montant du marché initial), qui concerne la création d'un accès passerelle, la modification du stationnement PMR Sud, la modification du chemin d'accès vers site, un rallongement du busage et une remise à niveau du terrain, et qui prolonge la durée du marché jusqu'au 30/06/2023,

Considérant que cet avenant est de faible montant et peut donc être conclu, conformément à l'article L2194-1 du code de la commande publique,

Considérant que la délégation donnée au Président pour la signature des avenants est limitée aux avenants dont l'incidence financière est inférieure à 5% du montant initial du marché,

Considérant que le montant des avenants dépasse ce seuil,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** l'avenant n°4 au marché de travaux du lot 6 de la première consultation avec l'entreprise EURL SUR MESURE METALLIQUE, ZA La Palanque, 24500 EYMET, pour un montant en plus-value de 12 720€HT, portant le montant du marché à 187 159,24 € HT (+ 7.29% par rapport au montant du marché initial), et prolongeant le marché jusqu'au 30/06/2023.

- **d'approuver** l'avenant n°4 au marché de travaux du lot 1 de la deuxième consultation avec l'entreprise LES COMPAGNONS DE SAINT JACQUES, 51 rue du Commandant Fougerat, 16300 BARBEZIEUX SAINT-HILAIRE, pour un montant en plus-value de 89 691,63 € HT, portant le montant du marché à 496 475,20 € HT (+22.04% par rapport au montant du marché initial) et prolongeant le marché jusqu'au 30/06/2023.

- **d'approuver** l'avenant n°5 au marché de travaux du lot 5 de la deuxième consultation avec l'entreprise GAUDY BONNEAU, 11 Rue des Perches, 17100 SAINTES, pour un montant en plus-value de 4 783,78 € HT, portant le montant du marché à 125 258,83 € HT (+9.02 % par rapport au montant du marché initial) et prolongeant le marché jusqu'au 30/06/2023.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des travaux, des bâtiments communautaires et des marchés publics à signer lesdits avenants ainsi que toutes pièces s'y rapportant.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 58 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

AFFAIRES JURIDIQUES

2023-35. Comité syndical du Syndicat Mixte du Pays de Saintonge Romane - Modification de la désignation des délégués

Monsieur le Président indique qu'à la demande de certaines communes, il est proposé de modifier la représentation des délégués au Pays de Saintonge Romane. En l'absence de question, il soumet la délibération au vote.

Par délibération n°2020-130 du Conseil Communautaire en date du 30 juillet 2020, la CDA de Saintes a désigné ses délégués titulaires et suppléants au Syndicat mixte du Pays de Saintonge Romane.

Depuis trois modifications des délégués sont intervenues par délibération n°2021-128 du Conseil Communautaire en date du 6 juillet 2021, n°2022-23 du Conseil Communautaire en date du 10 février 2022 et n°2023-179 du Conseil Communautaire en date du 5 octobre 2022.

La commune de Préguiillac a contacté la CDA de Saintes en date du 15 novembre 2022 pour demander une

modification des délégués qui ont été désignés au Pays de Saintonge Romane.

Monsieur Raymond MOHSEN avait été désigné délégué titulaire et Madame Martine MIRANDE, déléguée suppléante. Or, la commune de Préguillac indique qu'elle souhaiterait que Madame Martine MIRANDE soit désignée titulaire en lieu et place de Monsieur Raymond MOHSEN, et Madame Bernadette LANTERNAT soit désignée suppléante en lieu et place de Madame Martine MIRANDE.

La commune de Saint-Sauvant a contacté la CDA de Saintes en date du 19 janvier 2023 pour demander une modification des délégués qui ont été désignés au Pays de Saintonge Romane.

Monsieur Alain SERIS avait été désigné délégué titulaire et Monsieur Jean-Marc AUDOUIN, délégué suppléant. Or, la commune de Saint-Sauvant indique qu'elle souhaiterait que Monsieur Jean-Marc AUDOUIN soit désigné titulaire en lieu et place de Monsieur Alain SERIS, et Madame Anne RAYNAUD soit désignée suppléante en lieu et place de Monsieur Jean-Marc AUDOUIN.

Il convient de rappeler que seule la CDA est compétente pour désigner ses représentants au comité syndical du Pays de Saintonge Romane par délibération du Conseil Communautaire, les conseils municipaux n'étant pas compétents pour procéder à ces désignations.

Aussi, il est proposé de procéder à la modification de la désignation de ces délégués afin de désigner au comité syndical du Pays de Saintonge Romane :

- Monsieur Jean-Marc AUDOUIN délégué titulaire en lieu et place de Monsieur Alain SERIS et Madame Anne RAYNAUD déléguée suppléante en lieu et place de Monsieur Jean-Marc AUDOUIN.*
- Madame Martine MIRANDE déléguée titulaire en lieu et place de Monsieur Raymond MOHSEN et Madame Bernadette LANTERNAT déléguée suppléante en lieu et place de Madame Martine MIRANDE.*

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 5711-1 et L. 5212-16,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2023,

Vu l'arrêté préfectoral n°18-1558bis DCC-BI en date du 30 juillet 2018 portant modification des statuts du Syndicat Mixte du Pays de Saintonge Romane,

Vu la délibération n°2020-130 du Conseil Communautaire en date du 30 juillet 2020, transmise au contrôle de légalité le 6 août 2020, portant désignation des délégués au Comité Syndical du Syndicat Mixte du Pays de Saintonge Romane,

Vu la délibération n°2021-128 du Conseil Communautaire en date du 6 juillet 2021, transmise au contrôle de légalité le 9 juillet 2021, portant modification de la désignation des délégués au Comité Syndical du Syndicat Mixte du Pays de Saintonge Romane,

Vu la délibération n°2022-23 du Conseil Communautaire en date du 10 février 2022, transmise au contrôle de légalité le 15 février 2022, portant modification de la désignation des délégués au Comité Syndical du Syndicat Mixte du Pays de Saintonge Romane,

Vu la délibération n°2022-179 du Conseil Communautaire en date du 5 octobre 2022, transmise au contrôle de légalité le 12 octobre 2022, portant modification de la désignation des délégués au Comité Syndical du Syndicat Mixte du Pays de Saintonge Romane,

Considérant que Monsieur Alain SERIS (commune de Saint-Sauvant) a été désigné délégué titulaire et Monsieur Jean-Marc AUDOUIN (commune de Saint-Sauvant), délégué suppléant, et que Monsieur Raymond MOHSEN (commune de Préguillac) a été désigné délégué titulaire et Madame Martine MIRANDE (commune de Préguillac), déléguée suppléante, par la délibération n°2020-130 du Conseil Communautaire susvisée,

Considérant que les communes de Saint-Sauvant et de Préguillac indiquent que Messieurs Alain SERIS et Raymond MOHSEN ne participeront plus au comité syndical du Syndicat Mixte du Pays de Saintonge Romane,

Considérant qu'il convient de les remplacer et qu'il est ainsi proposé de désigner comme délégués titulaires les candidats suivants :

- Monsieur Jean-Marc AUDOUIN (commune de Saint-Sauvant)*
- Madame Martine MIRANDE (commune de Préguillac)*

Considérant qu'en conséquence, il convient de remplacer les suppléants et qu'il est ainsi proposé de désigner comme déléguées suppléantes les candidates suivantes :

- *Madame Anne RAYNAUD (commune de Saint-Sauvant)*
- *Madame Bernadette LANTERNAT (commune de Préguyllac)*

Au vu de l'ensemble de ces éléments, il est proposé au Conseil Communautaire :

- ***de procéder au remplacement de délégués au Comité Syndical du Syndicat Mixte du Pays de Saintonge Romane désignés par délibération n°2020-130 du Conseil Communautaire en date du 30 juillet 2020 et modifiés par délibération n°2021-128 du Conseil Communautaire en date du 6 juillet 2021, par délibération n°2022-23 du Conseil Communautaire en date du 10 février 2022 et par n°2023-179 du Conseil Communautaire en date du 5 octobre 2022 comme suit :***
 - o *De désigner Monsieur Jean-Marc AUDOUIN comme délégué titulaire au lieu de Monsieur Alain SERIS et de désigner Madame Anne RAYNAUD comme déléguée suppléante au lieu de Monsieur Jean-Marc AUDOUIN.*
 - o *De désigner Madame Martine MIRANDE comme déléguée titulaire au lieu de Monsieur Raymond MOHSEN et de désigner Madame Bernadette LANTERNAT comme déléguée suppléante au lieu de Madame Martine MIRANDE.*

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité du scrutin secret l'ensemble de ces propositions par :

- *57 Voix pour*
- *0 Voix contre*
- *0 Abstention*
- *1 Ne prend pas part au vote*

QUESTIONS DIVERSES

Monsieur Frédéric ROUAN informe que le Programme Alimentaire Territorial (PAT), qui se situe à l'échelle du pays, organise une conférence-débat le 7 mars à 18 heures au lycée Georges DESCLAUDE. La thématique est : « Et si nous imaginions ensemble notre alimentation de demain ? ». Deux intervenants spécialistes de l'alimentation et des circuits courts seront présents, tandis que des acteurs locaux participeront aux tables rondes. Les participants seront certainement nombreux, et il est prudent de s'inscrire.

Monsieur le Président ajoute que le buffet post conférence-débat sera de nouveau réalisé par le service de restauration scolaire.

Monsieur Rémy CATROU observe que la France vit un mouvement social d'importance, et qu'en dix jours deux manifestations d'ampleur à Saintes ont probablement battu des records de mobilisation. Il souhaite apporter, en son nom et en celui de Michel ROUX, son soutien aux agents de l'établissement qui ont choisi de faire grève et de manifester.

Monsieur Pierre DIETZ réitère sa remarque des années précédentes. Lorsque les élus reçoivent les délibérations, celles-ci sont accolées les unes après les autres et il n'est pas du tout agréable de les lire. Il demande si l'Agglomération pourrait adopter le même modèle que celui du conseil municipal de Saintes, dans lequel les délibérations sont séparées.

Monsieur le Président explique que l'Agglomération ne dispose pas du même logiciel et n'a donc pas la possibilité de procéder de la même façon. Il ajoute que seuls neuf conseillers communautaires réclament encore une version papier des délibérations. Ils étaient 96 auparavant.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE tient à indiquer que le papier est fait à partir de chutes de bois non exploitables et que le papier est une matière recyclable.

Monsieur le Président indique que le prochain Conseil aura lieu le 30 mars. En l'absence d'autres questions diverses, il clôt la séance à 20h20.

Le Secrétaire,